Quatre-vingt-deuxième année. — N° 184. Le Numéro : 10 francs. Vendredi 4 Août 1950.

# JOURNAL OFFICIEL

## DE LA REPUBLIQUE FRANÇAISE

# LOIS ET DÉCRETS

ARRÊTÉS, CIRCULAIRES, AVIS, COMMUNICATIONS, INFORMATIONS ET ANNONCES


| ABONNEMENTS | LOIS ET DÉCRETS | | | Débats de l'Assemblée nationale | Débats du Conseil de la République | Débats de l'Assemblée de l'Union française | Avis et Rapports du Conseil économique | ÉDITION COMPLÈTE | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| Compte Chèque postal : 9063.13, Paris | UN AN | SIX MOIS | TROIS MOIS | UN AN | UN AN | UN AN | UN AN | UN AN | SIX MOIS | TROIS MOIS |
| | FRANCS | FRANCS | FRANCS | FRANCS | FRANCS | FRANCS | FRANCS | FRANCS | FRANCS | FRANCS |
| Métropole et France d'outre-mer . | 3.000 | 1.650 | 900 | 700 | 500 | 300 | 200 | 4.500 | 2.500 | 1.350 |
| Etranger . . . . . | 5.500 | 2.900 | 1.600 | 2.550 | 1.400 | 850 | 350 | 11.300 | 5.900 | 2.600 |

**L'Edition des LOIS ET DÉCRETS** comprend : les textes des lois, décrets, arrêtés, circulaires, avis, communications, informations et les annonces. Les tables mensuelles et annuelles sont délivrées gratuitement aux abonnés d'un an.

**L'Edition des DÉBATS DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE** comprend le compte rendu *in extenso* des séances de l'Assemblée nationale, les questions écrites et les réponses des ministres à ces questions, et la table annuelle.

**L'Edition des DÉBATS DU CONSEIL DE LA RÉPUBLIQUE** comprend le compte rendu *in extenso* des séances du Conseil de la République, les questions écrites et les réponses des ministres à ces questions, et la table annuelle.

**L'Edition des DÉBATS DE L'ASSEMBLÉE DE L'UNION FRANÇAISE** comprend le compte rendu *in extenso* des séances de l'Assemblée de l'Union française et la table annuelle.

**L'Edition des AVIS ET RAPPORTS DU CONSEIL ÉCONOMIQUE** comprend les avis et rapports du Conseil économique et la table annuelle

**L'Edition COMPLÈTE** comprend : outre l'Édition des Lois et Décrets et les Éditions des Débats de l'Assemblée nationale, du Conseil de la République et de l'Assemblée de l'Union française, les Avis et Rapports du Conseil économique, les Documents parlementaires et administratifs publiés en annexes. Toutes les Tables mensuelles et annuelles sont délivrées gratuitement aux abonnés d'un an.

PRIÈRE DE JOINDRE LA DERNIÈRE BANDE aux renouvellements et réclamations

DIRECTION, RÉDACTION ET ADMINISTRATION
**QUAI VOLTAIRE, N° 31, PARIS-7e**

POUR LES CHANGEMENTS D'ADRESSE AJOUTER 15 FRANCS


## SOMMAIRE


### DECRETS, ARRETES ET CIRCULAIRES

**Présidence du conseil.**

*Arrêté* du 25 juillet 1950 portant délégation de signature (p. 8190).

**Ministère de la justice.**

*Décret* du 2 août 1950 portant promotion et nominations dans l'ordre national de la Légion d'honneur (p. 8190).

**Ministère de la défense nationale.**

*Arrêté* du 23 juin 1950 portant création d'un comité mixte à la production (p. 8190).

*Arrêté* du 31 juillet 1950 fixant les conditions de délégation de signature du secrétaire d'Etat aux forces armées (marine) (p. 8190).

*Arrêté* portant dégagement des cadres (armée de terre, active) (p. 8192).

*Tour* de départ en campagne des officiers mariniers fourriers, secrétaires militaires, commis aux vivres, cuisiniers, maîtres d'hôtel, boulangers, tailleurs, cordonniers, mécaniciens chauffeurs (p. 8193).

**Ministères des finances et des affaires économiques et du budget.**

*Décret* n° 50-900 du 3 août 1950 portant ouverture de crédits et réintégration de recettes au budget général de l'exercice 1949 en application de l'article 33 de la loi n° 49-310 du 8 mars 1949 (p. 8199).

*Décret* n° 50-901 du 3 août 1950 relatif à la taxe sur les viandes perçue au profit du budget annexe des prestations familiales agricoles (p. 8200).

*Décret* du 3 août 1950 portant délégation de signature (p. 8200).

*Décret* du 3 août 1950 portant délégation de signature au chef de service du contrôle économique (p. 8201).

*Arrêté* du 3 août 1950 portant suspension de droits de douane (p. 8201).

**Ministère des travaux publics, des transports et du tourisme.**

*Décret* du 3 août 1950 relatif au déclassement des lignes nos 42, 44 et 48 du réseau urbain des tramways de Toulouse (p. 8201).

**Ministère de l'agriculture.**

*Décret* n° 50-902 du 3 août 1950 fixant les modalités de rémunération des agents appelés à participer à l'enquête agricole de l'année 1950 (p. 8201).

**Ministère de la santé publique et de la population.**

*Arrêté* du 28 juillet 1950 modifiant l'article 1er de l'arrêté du 4 octobre 1949 fixant les conditions de recrutement des médecins, chirurgiens, spécialistes, internes en médecine et en pharmacie, pharmaciens et chirurgiens-dentistes des établissements nationaux de bienfaisance (p. 8202).

### INFORMATIONS PARLEMENTAIRES

**Assemblée nationale.** — Ordre du jour. — Liste des projets, propositions ou rapports mis en distribution. — Convocations de commissions. — Réunions de commissions (p. 8202).

**Conseil de la république.** — Convocations de commissions. — Réunions de commissions (p. 8206).

### INFORMATIONS RELATIVES A L'ASSEMBLEE DE L'UNION FRANÇAISE

*Errata* au compte rendu *in extenso* des séances des 20 et 27 juillet 1950 (p. 8207).

## AVIS, COMMUNICATIONS ET INFORMATIONS

MINISTÈRES DES FINANCES ET DES AFFAIRES ÉCONOMIQUES ET DU BUDGET

**Avis** aux importateurs de café en provenance du Brésil (p. 8208).

**Avis** aux importateurs de peaux et cuirs en provenance d'Italie (rectificatif) (p. 8208).

**Avis** n° 464 de l'office des changes relatif au régime des comptes étrangers tangérois (p. 8208).

**Avis** n° 465 de l'office des changes relatif aux investissements étrangers nouveaux dans la zone franc (p. 8208).

**Avis** n° 466 de l'office des changes relatif au régime des comptes étrangers en francs (p. 8208).

**Avis** de tirage de la trentième tranche de la loterie nationale 1950 (p. 8207).

MINISTÈRE DE L'INDUSTRIE ET DU COMMERCE

**Avis** aux importateurs de café en provenance du Brésil (p. 8208).

**Avis** aux importateurs de peaux et cuirs en provenance d'Italie (rectificatif) (p. 8208).

**Situation** de la Banque de France (p. 8209).

**Annonces** (p. 8210).

## DEBATS PARLEMENTAIRES

(PUBLICATIONS SPÉCIALES VENDUES SÉPARÉMENT)

N° 68 A. N.

**Assemblée nationale.** — Compte rendu *in extenso* des débats du jeudi 3 août 1950. — Questions écrites. — Réponses des ministres aux questions écrites (p. 6541).

**Prix: 5 F**

N° 67 C. R.

**Conseil de la République.** — Compte rendu *in extenso* des débats du jeudi 3 août 1950. — Questions écrites. — Réponses des ministres aux questions écrites.

**Prix : 5 F**

# DÉCRETS, ARRÊTÉS ET CIRCULAIRES

## PRESIDENCE DU CONSEIL

### Délégation de signature.

Le secrétaire d'Etat à la présidence du conseil,

Vu le décret du 12 juillet 1950 portant nomination des membres du Gouvernement;

Vu le décret n° 47-523 du 23 janvier 1947 autorisant les ministres à déléguer leur signature;

Vu l'arrêté du 23 juillet 1950 portant nomination du cabinet du secrétaire d'Etat à la présidence du conseil,

Arrête:

*Article unique.* — Délégation permanente de signature est donnée à M. Charles Cristofini, directeur du cabinet, pour signer, à l'exclusion des décrets, tous actes, arrêtés et décisions relevant de la compétence du secrétaire d'Etat à la présidence du conseil.

Fait à Paris, le 25 juillet 1950.

*Le secrétaire d'Etat à la présidence du conseil,*
MAURICE BOURGÈS-MAUNOURY.

## MINISTERE DE LA JUSTICE

### Décret du 2 août 1950 portant promotion et nominations dans l'ordre national de la Légion d'honneur.

Par décret en date du 2 août 1950, pris sur le rapport du président du conseil des ministres, et sur la proposition du garde des sceaux, ministre de la justice, vu les déclarations du conseil de l'ordre national de la Légion d'honneur en date du 4 juillet 1950 portant que les promotion et nominations comprises au présent décret sont faites en conformité des lois, décrets et règlements en vigueur, sont promu ou nommés dans l'ordre national de la Légion d'honneur:

*Au grade d'officier.*

M. Fossier (Marcel-Georges-Léon), président de chambre au tribunal de commerce de la Seine. Chevalier du 16 juin 1920.

*Au grade de chevalier.*

MM.

Perpigna (Jean-Dominique), président du tribunal de commerce de Perpignan; 39 ans de pratique commerciale et de services militaires, dont 20 ans de magistrature consulaire.

Merle (Joseph), président du tribunal de commerce de Cannes; 44 ans de pratique commerciale et de services militaires, dont 19 ans de magistrature consulaire.

Jallut (Paul-Etienne), président du tribunal de commerce de Grenoble; 43 ans de pratique commerciale et de services militaires, dont 19 ans de magistrature consulaire.

Roullier (Gabriel-Alphonse), président de section au tribunal de commerce de Rouen; 53 ans de pratique commerciale et de services militaires, dont 13 ans 6 mois de magistrature consulaire.

## MINISTERE DE LA DEFENSE NATIONALE

### Création d'un comité mixte à la production.

Le ministre de la défense nationale (secrétariat d'Etat aux forces armées [guerre]),

Vu le décret n° 49-1004 du 26 juillet 1949 portant organisation des comités mixtes à la production dans les établissements et les directions de la défense nationale;

Vu l'arrêté du 27 janvier 1950 portant création de comités mixtes à la production dans les établissements du service du matériel et de la subdivision des transmissions,

Arrête:

Art. 1er. — La liste annexée à l'arrêté du 27 janvier 1950 portant création des comités mixtes à la production dans les établissements du matériel et de la subdivision des transmissions est complétée ainsi qu'il suit:

Voir 2e page, au paragraphe *a*: Service du matériel, ajouter, *in fine*: « Kassar-Said ».

Art. 2. — Les dispositions du présent arrêté entreront en vigueur à la date du 1er juillet 1950.

Art. 3. — Le directeur central du matériel au secrétariat d'Etat aux forces armées (guerre) est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 23 juin 1950.

*Le ministre de la défense nationale*
*(secrétariat d'Etat aux forces armées [guerre]),*
Pour le ministre et par délégation:
*Le directeur du cabinet,*
MAURICE CRUCHON.

### Arrêté fixant les conditions de délégation de signature du secrétaire d'Etat aux forces armées (marine).

Le secrétaire d'Etat aux forces armées (marine),

Vu le décret du 22 avril 1927 portant organisation de la marine militaire;

Vu le décret n° 50-853 du 20 juillet 1950 fixant les attributions des secrétaires d'Etat aux forces armées et les autorisant à déléguer leur signature;

Vu les arrêtés des 15 et 18 juillet 1950 portant nomination au cabinet et à l'état-major particulier du secrétaire d'Etat aux forces armées (marine) et l'arrêté du 21 juillet 1950 portant délégation de signature,

Arrête:

Art. 1er. — Outre les délégations générales attribuées par l'arrêté du 21 juillet 1950, délégation permanente est donnée, dans les conditions indiquées par le présent arrêté, aux officiers généraux, hauts fonctionnaires, directeurs et chefs de service centraux ci-après.

Art. 2. — Délégation permanente est donnée à M. le contrôleur général Lenoir, chef de la section administrative, pour signer:

a) Les arrêtés de répartition par articles des crédits budgétaires lorsque cette répartition est telle qu'elle a été présentée au Parlement;

b) Les arrêtés de débet et états exécutoires;

c) Les actes et décisions entrant dans les cas visés à l'article 4 ci-après et relatifs aux services centraux à la tête desquels sont placés des officiers ou fonctionnaires ne figurant pas à l'article 6 du présent arrêté.

En cas d'empêchement ou d'absence de M. le contrôleur général Lenoir, les délégations qui lui sont attribuées sont exercées par M. le commissaire en chef de la marine Hillairet pour les affaires administratives et économiques, par M. l'administrateur en chef des services centraux Mathis, sous-directeur, pour les affaires concernant les personnels civils et les questions législatives, par M. le contrôleur de 1re classe de la marine Bellon pour les autres affaires du ressort de la section administrative.

Art. 3. — M. le vice-amiral Deramond, chef d'état-major de la marine par intérim, a la délégation de la signature du secrétaire d'Etat pour toutes les questions d'ordre purement militaire.

En cas d'empêchement ou d'absence de M. le vice-amiral Deramond, cette délégation est dévolue:

Pour toutes les questions concernant l'aéronautique navale, à M. le contre-amiral Peries, sous-chef d'état-major aéro;

Pour toutes les questions qui ne sont pas du ressort du sous-chef d'état-major aéro, à M. le capitaine de vaisseau Tisserand, major général par intérim.

Art. 4. — Les directeurs ont, en ce qui concerne les actes relatifs au service relevant de leur autorité, délégation de signature pour:

1° Les ordres de versement au profit du budget général ou du budget annexe;

2° L'approbation, la liquidation et la résiliation des marchés, dans la limite de 50 millions de francs, lorsqu'ils se rattachent à l'exécution d'une décision antérieure explicite, dans la limite de 40 millions de francs dans le cas contraire; en cas d'adjudication, la signature du marché est réservée au chef de la section administrative si des réclamations sont insérées au procès-verbal de la séance;

3° La concession des sursis de livraison, quelle qu'en soit la durée, lorsque ces sursis ont pour effet d'exonérer le fournisseur d'une retenue inférieure ou égale à cinq millions de francs;

La remise des pénalités encourues, dans la limite de cinq millions de francs;

La fixation des réfactions et rabais à imposer aux fournisseurs;

Les décisions relatives aux imputations jusqu'à cinq millions de francs pour les imputations laissées à l'Etat; sans limitation pour les imputations laissées à l'Etat par suite de pertes consécutives à des circonstances de guerre.

Les décisions relatives aux imputations à laisser à la charge des comptables ou des tiers;

4° Les inscriptions sur la liste des fournisseurs;

5° L'admission à la retraite des officiers et fonctionnaires (sauf les officiers généraux et les officiers de grade de capitaine de vaisseau ainsi que les fonctionnaires de grade équivalent) pour ancienneté de services, soit par limite d'âge soit sur la demande des intéressés;

6° L'admission à la retraite des militaires non officiers et du personnel ouvrier, sauf dans le cas de mesures disciplinaires;

Les décisions d'attribution ou de rejet de pensions ou allocations fondées sur l'invalidité, le décès ou la durée des services des personnels civils ou des militaires de carrière et de leur ayants cause;

7° Les désignations, mutations ou permutations (dans le cas où des règlements les autorisent) du personnel n'ayant pas le rang de capitaine de vaisseau ou d'officier général, sauf le cas où les désignations doivent faire l'objet d'un décret ou d'un avis préalable du chef d'état-major;

Les prolongations et renouvellements de séjour dans les territoires d'outre-mer ou pays de protectorat du personnel d'un rang inférieur à celui de capitaine de vaisseau;

8° La concession de rentes pour accidents du travail au personnel ouvrier

Art. 5. — Les directeurs ont, en outre, concurremment avec les fonctionnaires ou officiers désignés à l'article 7 ci-après, délégation en ce qui concerne les actes relatifs aux services auxquels ils sont affectés pour:

1° Les instructions sur les questions techniques et administratives intérieures à leur service dans le cadre de la réglementation et des programmes ou projets approuvés par le secrétaire d'Etat;

2° Les dépêches sur les cas d'espèce n'impliquent:

Ni solution d'une question de principe, ou dérogation à des mesures de principe d'ordre général;

Ni mesure d'ordre judiciaire, disciplinaire ou contentieux;

Ni engagements de dépenses en dehors de ceux énumérés ci-après;

3° Les décisions comportant autorisation de travaux de réparation ou d'entretien dans la limite de 10 millions, celles concernant des délivrances en supplément à l'armement ou en sus des allocations réglementaires dans la limite de 2 millions;

4° Les dépêches comportant ou autorisant commande de fournitures ou de travaux, lorsqu'elles sont la pure et simple exécution d'un programme détaillé d'achats ou de constructions déjà approuvé par le secrétaire d'Etat; dans la limite de 10 millions dans le cas contraire, exception faite pour les commandes d'études et de gros outillage, qui devront être soumises à l'approbation du secrétaire d'Etat, à moins qu'elles ne soient inférieures à deux millions;

5° L'approbation des cahiers des charges et projets de marchés;

6° L'approbation des cessions de port à port;

7° L'approbation des différences dans les envois de comptable à comptable jusqu'à un million lorsqu'aucune responsabilité n'est mise en cause;

8° L'approbation des condamnations, des ventes de matériel réformé, des pertes ou déclassements de matériel jusqu'à concurrence de cinq millions de francs lorsqu'aucune responsabilité n'est mise en cause;

9° Le remboursement des cautionnements des fournisseurs quand il ne soulève aucune question contentieuse;

10° Les états de cessions;

11° Dans les limites fixées par les règlements ou les décisions ministérielles particulières;

Les congés de convalescence dans la limite de six mois;

Les congés d'études;

Les congés pour affaires personnelles;

Les congés pour faire usage des eaux;

Les congés de longue durée pour tuberculose ouverte;

La concession de résidence libre;

Les permissions en France et dans l'Union française;

12° Les nominations d'ouvriers au titre des emplois réservés, les embauchages et licenciements des ouvriers et agents contractuels appartenant aux services de Paris et de province administrés directement par les directions et services centraux;

13° L'allocation de primes de rendement, dans les limites de la réglementation en vigueur, sauf en ce qui concerne les primes prévues par le décret n° 50-163 du 18 janvier 1950;

14° L'allocation dans la limite de 20.000 F de primes aux personnels civils, sur proposition du comité supérieur mixte de production;

15° La concession de salaires exceptionnels et de gratifications exceptionnelles aux ouvriers;

16° Les diplômes et brevets des écoles;

17° Les actes et documents de gestion et d'administration courantes ne faisant pas l'objet de limitation explicite.

Art. 6. — Les délégations de signature du secrétaire d'Etat attribuées par l'article 4 ci-dessus, sont dévolues aux directeurs ou, en cas d'absence ou d'empêchement, aux officiers ou fonctionnaires ci-après désignés:

| SERVICES, DIRECTIONS | TITULAIRES | SUPPLÉANTS |
|---|---|---|
| Contrôle | M. le contrôleur général de 1re classe Bouillier. | M. le contrôleur général de 2e classe André. |
| Personnel militaire | M. le contre-amiral Branellec | M. l'administrateur général des services centraux Le Filâtre. |
| | | M. le capitaine de vaisseau Wuillaume. |
| Commissariat de la marine | M. le commissaire général de 1re classe Bressolles. | M. le commissaire général de 2e classe Bertrand |
| Constructions et armes navales | M. l'ingénieur général de 1re classe du génie maritime Kahn. | M. l'ingénieur général de 1re classe armes navales Blanchet. |
| | | M. l'ingénieur général de 2e classe génie maritime Sabine. |
| Travaux maritimes et immobiliers | M. l'ingénieur en chef hors classe Guy | M. l'ingénieur en chef hors classe Estrade. |
| Direction de la comptabilité générale | M. Clapies, administrateur civil de classe exceptionnelle. | Pour la comptabilité générale: M. le commissaire en chef de 2e classe Marty. |
| | | Pour le personnel civil: M. Penssan, administrateur civil de classe exceptionnelle. |
| Service central de l'aéronautique navale | M. le contre-amiral Peries | M. le capitaine de vaisseau Calmon. |
| Service central hydrographique | M. l'ingénieur général de 1re classe Dyevre | M. l'ingénieur général de 2e classe Damiani. |

Art. 7. — Les délégations de signature du secrétaire d'Etat attribuées par l'article 5 ci-dessus sont dévolues, concurremment avec les directeurs et chefs de services centraux, aux officiers ou fonctionnaires ci-après désignés :

| SERVICES | DIRECTEURS OU CHEFS DE SERVICES CENTRAUX | AUTRES OFFICIERS ET FONCTIONNAIRES bénéficiaires de la délégation. |
|---|---|---|
| Service technique des machines | M. l'ingénieur général de 1re classe Caraboeuf. | M. l'ingénieur général de 2e classe Le Puth. |
| Personnel militaire | M. le contre-amiral Branellec. | M. l'administrateur général des services centraux Le Fillatre. |
| Commissariat de la marine | M. le commissaire général de 1re classe Bressolles. | M. le commissaire général de 2e classe Bertrand. |
| Constructions et armes navales | M. l'ingénieur général de 1re classe du génie maritime Kahn. | M. l'ingénieur général de 1re classe armes navales Blanchet.<br>M. l'ingénieur général de 2e classe génie maritime Sabine. |
| Travaux maritimes et immobiliers | M. l'ingénieur en chef hors classe Guy. | M. l'ingénieur en chef hors classe Esirade. |
| Service central hydrographique | M. l'ingénieur général de 1re classe Dyevre. | M. l'ingénieur général de 2e classe Damiani. |
| Direction de la comptabilité générale | M. Clapies, administrateur civil de classe exceptionnelle. | Pour la comptabilité générale : M. le commissaire en chef de 2e classe Marty.<br>Pour le personnel civil : M. Plussan, administrateur civil de classe exceptionnelle. |
| Service central de l'aéronautique navale | M. le contre-amiral Peries. | M. le capitaine de vaisseau Calmon. |
| Service historique | M. le capitaine de vaisseau Hamel. | |

Art. 8. — En plus des délégations communes visées ci-dessus aux articles 4 et 5, le directeur central des travaux immobiliers et maritimes est habilité à signer pour le secrétaire d'Etat tous actes intéressant la gestion du domaine immobilier de la marine (locations, concessions temporaires de jouissance, etc.) lorsqu'ils n'entraînent aucune diminution définitive dudit domaine ou aucune dépense à la charge du budget.

Art. 9. — En plus des délégations communes visées ci-dessus aux articles 4 et 5, le directeur du personnel militaire ou son suppléant est habilité à signer pour le secrétaire d'Etat :

Les décisions portant changement de spécialité des officiers mariniers et quartiers-maîtres des équipages de la flotte et celles concernant l'attribution du pécule aux marins ;

Les décisions portant nomination aux emplois de surveillants militaires des arsenaux.

Art. 10. — En plus des délégations communes visées ci-dessus aux articles 4 et 5, le directeur central du commissariat de la marine ou son suppléant est habilité à signer pour le secrétaire d'Etat les arrêtés de concession de pensions prévus par l'article 51 de la loi n° 48-1450 du 20 septembre 1948 portant réforme des pensions civiles et militaires.

Art. 11. — M. le capitaine de vaisseau Beaussant, commandant par intérim le groupe des écoles de la marine, a la délégation de signature pour les décisions de service courant, lorsqu'elles n'engagent pas de dépenses, concernant l'organisation et le fonctionnement de l'instruction dans les écoles placées sous son autorité.

Les ingénieurs généraux et les ingénieurs en chef du service technique des constructions et armes navales ci-après désignés ont la délégation de signature, chacun en ce qui le concerne, pour l'approbation, dans les limites de l'article 5 (§ 4) ci-dessus, des marchés préparés par leur service selon les attributions de celui-ci, dans le cadre des décisions d'engagement de dépenses approuvées et dont le montant ne dépasse pas les valeurs indiquées :

| | |
|---|---|
| M. l'ingénieur général de 1re classe du génie maritime Lambotin, chef du groupe constructions navales | 5 millions. |
| M. l'ingénieur général de 2e classe de l'artillerie navale Emery, chef du groupe armes navales | 5 — |
| M. l'ingénieur général de 2e classe du génie maritime Schennberg, chef du groupe équipements | 5 — |
| M. l'ingénieur en chef de 1re classe du génie maritime de Leiris, chef de la section laboratoire | 3 — |
| M. l'ingénieur en chef de 1re classe de l'artillerie navale Serpollet, chef du bureau des tourelles | 3 — |
| M. l'ingénieur en chef de 1re classe du génie maritime Brard, chef du bassin d'essais des carènes | 3 — |

En cas d'empêchement ou d'absence, ces ingénieurs se suppléent entre eux.

M. l'ingénieur général du génie maritime de Saint-Aubin, chef du service central des marchés des constructions et armes navales a la délégation pour l'approbation des marchés établis par son service dans le cadre des décisions d'engagement de dépenses approuvées et dont le montant ne dépasse pas 5 millions de francs.

M. l'administrateur en chef des services centraux Lasserre, chef du service des marchés généraux du commissariat de la marine, a la délégation de signature pour l'approbation des marchés de fourniture établis sur l'ordre de l'administration centrale, dans le cadre des programmes approuvés par le département et dans la limite de 5 millions de francs, quelle que soit la nature des marchés.

Art. 12. — En cas d'observation maintenue de l'état-major, d'une direction ou service central de la direction du contrôle ou du contrôle des dépenses engagées sur les questions qui sont réglementairement soumise à leur visa, la décision est toujours déférée au secrétaire d'Etat.

Art. 13. — Les pièces signées en vertu des délégations permanentes du secrétaire d'Etat, telles qu'elles sont précisées ci-dessus, le sont sous la formule : « Pour le secrétaire d'Etat et par délégation ».

Art. 14. — Le secrétaire d'Etat se réserve expressément les correspondances échangées avec les autres départements ministériels et se rapportant à des questions de principe, l'attribution de toute subvention, la signature des ordres de mission concernant les membres du cabinet et de l'état-major particulier, les officiers généraux en service à Paris, les directeurs centraux et chefs de services centraux.

Art. 15. — Le présent arrêté, qui a effet à compter du 13 juillet 1950, sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 31 juillet 1950.

ANDRÉ-FRANÇOIS MONTEIL.

## Dégagement des cadres d'officiers de l'armée active de terre.

Par arrêté du 16 juillet 1950, les officiers dont les noms suivent, déjà bénéficiaires de l'article 12 ou qui, étant en service outre-mer (hors A. F. N.), ont formulé leur demande dans le délai prévu par l'article 14 de la loi n° 47-1680 du 3 septembre 1947 relative aux conditions de dégagement des cadres de magistrats, fonctionnaires et agents civils et militaires de l'Etat, sont admis au bénéfice des dispositions des articles visés ci-après de la loi n° 46-607 du 5 avril 1946 :

TROUPES METROPOLITAINES

### Infanterie.

AU TITRE DE L'ARTICLE 7

(A compter du 1er août 1950.)

M. le capitaine Cailliau (Jean-Maurice-Henri), général commandant la division de Fez.

(A compter du 1er octobre 1950.)

M. le capitaine Michel de Grilleau (Albin-Maurice-Albert), général commandant la subdivision de Paris.

### Transmissions.

AU TITRE DE L'ARTICLE 6

(A compter du 10 septembre 1950.)

M. le capitaine Cathala (Joseph-Jules), commandant de la compagnie administrative régionale n° 5.

### Cadre des adjoints administratifs des corps de troupe.

AU TITRE DE L'ARTICLE 7

(A compter du 15 août 1950.)

M. le lieutenant Pionnet (Louis-Gabriel), général commandant la 7e région militaire à Dijon.

(A compter du 1er septembre 1950.)

M. le lieutenant Brillanti (Raphaël-Marie-René), général commandant la 6e région militaire à Metz.

TROUPES COLONIALES

### Service du matériel et des bâtiments.

AU TITRE DE L'ARTICLE 6

(A compter du 12 août 1950.)

M. le lieutenant Mathieu (Marcel-Marie-Joseph), colonel commandant supérieur du groupe des Antilles et de la Guyane.

### Infanterie.

AU TITRE DE L'ARTICLE 7

(A compter du 16 juillet 1950.)

M. le lieutenant Coeroli (Antoine), colonel commandant le D. I. T. C. de Marseille

Les conditions dans lesquelles les officiers, dégagés des cadres au titre des articles 6 et 7, recevront application de l'article 16, et, le cas échéant, de l'article 13 de la loi n° 46-607 du 5 avril 1946, feront l'objet de dispositions ultérieures.

De même, un arrêté ultérieur fixera les conditions d'application aux officiers dégagés des cadres au titre des articles 6 et 7 des dispositions de l'article 11 de la loi susvisée.

**Tour de départ en campagne des officiers mariniers fourriers, secrétaires militaires, commis aux vivres, cuisiniers, maitres d'hôtel, boulangers, tailleurs, cordonniers.**

| NOMS ET PRÉNOMS | MATRICULES | DATE D'ENTRÉE au service ou date de rentrée dans la métropole. | AFFECTATIONS | OBSERVATIONS |
|---|---|---|---|---|
| **FOURRIERS** | | | | |
| **Maitres principaux.** | | | | |
| *Ayant fait campagne.* | | | | |
| Le Gall (Alain) | 485 21 2 | 5 juillet 1933. | C. I. O. A. Arzew. | T. D. |
| Moal (Emile) | 1314 28 2 | 17 décembre 1937. | Marine Paris. | |
| Roger (Marceau) | 2284 25 1 | 22 juin 1938. | F. M. Rhin. | |
| Le Gossec (Jean) | 560 24 2 | 8 février 1939. | Service solde Brest. | |
| **Premiers maitres.** | | | | |
| *Ayant fait campagne.* | | | | |
| Jolec (Corentin) | 3590 27 2 | 16 avril 1934. | F. M. Rhin. | |
| Ropars (Hervé) | 780 B 30 | 25 février 1942. | B. E. Khourigba. | T. D. |
| Chapalain (Joseph) | 1752 B 33 | 26 avril 1942. | Centre Siroco. | T. D. |
| Croajou (Etienne) | 2470 B 32 | 1er juillet 1944. | Dépôt Brest (cadre). | |
| Lozachmeur (Jean) | 900 L 33 | 20 septembre 1944. | *Gloire.* | |
| Vourch (Prigent) | 954 B 29 | 26 septembre 1944. | Marine Paris. | |
| Paradeis (Eugène) | 2110 C 31 | 1er octobre 1944. | Ecole navale. | |
| Le Can (Sébastien) | 1721 B 33 | 1er octobre 1944. | *Georges-Leygues.* | |
| Le Moan (Jean) | 1161 B 35 | 20 octobre 1944. | Dépôt Toulon (cadre). | |
| Le Port (Jean) | 1531 L 28 | 26 octobre 1944. | D. P. Lorient. | |
| **Maitres brevetés supérieurs.** | | | | |
| *Ayant fait campagne.* | | | | |
| Questel (Corentin) | 348 B 34 | 23 octobre 1944. | C. S. M. Lorient. | |
| Le Roux (Lucien) | 2031 B 37 | 23 octobre 1944. | Disponible Brest. | |
| Le Marrec (Joseph) | 1264 L 37 | 1er novembre 1944. | Ecole ter. Toulon. | |
| Joly (Lucien) | 1037 C 38 | 1er novembre 1944. | D. E. n° 5. | |
| Guyomar (Henri) | 2391 B 39 | 17 novembre 1944. | *Guichen.* | |
| Riou (Marcel) | 3655 B 39 | 28 novembre 1944. | Ecole des fourriers. | |
| Kerisit (Marcel) | 3385 B 35 | 4 décembre 1944. | *Somali.* | |
| **Maitres.** | | | | |
| *Ayant fait campagne.* | | | | |
| Nen (André) | 2760 27 2 | 4 novembre 1938. | G. A. S. M. *Béarn.* | |
| Kernevez (Maurice) | 553 L 28 | 4 mars 1939. | *Montcalm.* | |
| Le Guedes (Hervé) | 1596 B 34 | 1er octobre 1944. | Centre Siroco. | T. D. |
| Heleine (René) | 242 C 30 | 20 octobre 1944. | B. A. N. Agadir. | T. D. |
| Le Fur (Eugène) | 1832 B 35 | 31 octobre 1944. | Marine Tunisie. | T. D. |
| Monfort (Louis) | 3266 B 29 | 1er novembre 1944. | Dépôt Toulon (cadre). | |
| Herry (Emile) | 3767 B 28 | 28 novembre 1944. | C. F. Pont-Réan. | |
| Auffret (François) | 2760 B 29 | 4 décembre 1944. | Marine Paris. | |
| Diore (Jean) | 384 B 32 | 4 décembre 1944. | Marine Paris. | |
| Doll (Simon) | 1822 B 30 | 11 décembre 1944. | Disponible Toulon. | |
| **Seconds maitres brevetés supérieurs.** | | | | |
| *N'ayant pas fait campagne.* | | | | |
| Postec (Eugène) | 4759 T 42 | 1er octobre 1942. | U. M. Baie Ponty. | T. D. |
| Salmon (Antoine) | 4141 T 41 | 6 septembre 1944. | Casafy Bizerte. | T. D. |
| *Ayant fait campagne.* | | | | |
| Goelou (Jacques) | 3353 B 38 | 27 août 1942. | Casafy Bizerte. | T. D. |
| Quiniou (Corentin) | 3101 B 39 | 31 décembre 1944. | E. A. M. F. Toulon. | |
| Simon (Yves) | 2908 C 38 | 1er janvier 1945. | *Elan.* | T. D. |
| Lavanant (Georges) | 443 B 39 | 3 mai 1945. | Ecole des fourriers. | |
| Breton (Henri) | 1615 C 38 | 1er juillet 1945. | Marine Paris. | |
| Abiven (Jean) | 2314 B 37 | 21 novembre 1945. | D. P. Brest. | |
| Penven (Alain) | 1325 B 38 | 5 juillet 1947. | *Richelieu.* | |
| Fouasseur (Joseph) | 407 B 35 | 1er août 1946. | C. S. M. Lorient. | |
| Le Moign (Clément) | 485 B 39 | 16 août 1946. | D. P. Brest. | |
| **Seconds maitres non brevetés supérieurs.** | | | | |
| *N'ayant pas fait campagne.* | | | | |
| Maheo (Jean) | 1668 L 35 | 3 décembre 1940. | Disponible Brest. | |
| Gisquet (Julien) | 5867 T 41 | 9 juillet 1941. | Sce solde Toulon. | |
| Le Moigne (Laurent) | 2681 B 39 | 1er octobre 1941. | Cours B. S. | T. D. |
| Rouault (Maurice) | 1120 C 37 | 21 décembre 1941. | E. M. 3e région. | |
| Macé (Pierre) | 5087 T 42 | 9 janvier 1942. | B. A. N. Hyères. | |
| Piederiere (Fernand) | 2865 B 37 | 4 mars 1942. | Dépôt Cherbourg (cadres). | |
| Issoire (Lucien) | 5920 T 38 | 5 avril 1942. | B. A. N. Saint-Mandrier. | |
| Messager (Roger) | 6968 T 42 | 8 avril 1942. | Marine Paris. | |
| Godefroy (Jean) | 2782 T 38 | 8 mai 1942. | B. A. N. Karouba. | T. D. |
| Pessus (Raymond) | 753 T 41 | 3 juillet 1942. | B. M. M. Toulon. | |
| Gestin (Francis) | 566 L 38 | 12 juillet 1942. | C. F. Mimizan. | |
| Hissung (Frédéric) | 2775 T 42 | 7 septembre 1942. | *Surprise.* | |
| Agostini (André) | 4733 T 42 | 1er octobre 1942. | Marine Paris. | |
| Cornec (Pierre) | 736 B 40 | 10 janvier 1943. | *Guichen.* | |
| Egea (Emile) | 915 T 39 | 1er mai 1943. | F. M. Rhin. | |

| NOMS ET PRÉNOMS | MATRICULES | DATE D'ENTRÉE au service ou date de rentrée dans la métropole. | AFFECTATIONS | OBSERVATIONS |
|---|---|---|---|---|
| **SECRETAIRES** | | | | |
| **Maitres principaux.** | | | | |
| *N'ayant pas fait campagne.* | | | | |
| Pery (Jean) | 299 25 2 | 14 février 1925. | Marine Paris. | |
| **Premiers maitres.** | | | | |
| *N'ayant pas fait campagne.* | | | | |
| Pichavant (Alfred) | 3396 B 30 | 15 juin 1932. | Marine Paris. | |
| Quemener (Cyriaque) | 1754 B 33 | 2 août 1933. | Ecole des mousses. | |
| Schneider (Edmond) | 783 T 30 | 4 décembre 1936. | E. M. porte-avions. | |
| **Maitres** | | | | |
| *N'ayant pas fait campagne.* | | | | |
| Mazo (Désiré) | 3235 B 37 | 20 septembre 1937. | Marine Paris. | |
| Rebel (Francis) | 1867 B 36 | 26 janvier 1938. | E. M. marine Tunisie. | T. D. |
| Thomas (Edouard) | 593 B 34 | 6 mai 1938. | Ecole des mousses. | |
| Rioual (Julien) | 1384 B 38 | 13 mai 1938. | Marine Paris. | |
| **Seconds maitres.** | | | | |
| *N'ayant pas fait campagne.* | | | | |
| Rousseau (Jules) | 3065 C 35 | 13 août 1935. | Marine Alger. | T. D. |
| Marivaux (Raphaël) | 828 R 37 | 5 octobre 1937. | Marine Tunisie. | T. D. |
| Goarin (Roger) | 3378 C 34 | 9 novembre 1937. | Marine Paris. | |
| Pichon | 2730 T 38 | 4 mars 1938. | D. P. Lorient. | |
| Guégou (Robert) | 757 T 37 | 1er janvier 1939. | B. M. M. Bizerte. | T. D. |
| Olier (Jean) | 601 B 39 | 24 janvier 1939. | B. M. M. Toulon. | |
| Bizien (Jean) | 3332 B 38 | 3 mars 1939. | E. M. marine Casablanca. | T. D. |
| Rutault (Robert) | 173 R 38 | 10 juillet 1939. | E. M. 1re région. | |
| Le Roland (Henri) | 682 B 40 | 3 février 1940. | B. M. M. Bizerte. | T. D. |
| Le Hir (Albert) | 784 B 39 | 17 mai 1940. | Marine Tunisie. | T. D. |
| Ventura (Sébastien) | 238 Biz. 41 | 27 mars 1941. | Marine Tunisie. | T. D. |
| Marcel (André) | 1248 T 41 | 12 mai 1941. | D. P. Toulon. | |
| Berne (Maurice) | 534 L 40 | 1er juillet 1941. | Marine Paris. | |
| Gaultier (Emile) | 536 L 40 | 1er juillet 1941. | *Dixmude.* | |
| **COMMIS AUX VIVRES** | | | | |
| **Maitres principaux.** | | | | |
| *Ayant fait campagne.* | | | | |
| Abiven (Joseph) | 122989 2 | 5 août 1945. | B. M. M. Brest. | |
| **Premiers maitres.** | | | | |
| *Ayant fait campagne.* | | | | |
| Ruet (Jean) | 2559 B 28 | 10 février 1945. | Marine Paris. | |
| Pedel (Sébastien) | 1893 B 40 | 12 février 1945. | Ecole des mousses. | |
| Irrien (Jean) | 1140 B 30 | 28 mars 1945. | S. M. E. R. Rochefort. | |
| **Maitres.** | | | | |
| *Ayant fait campagne.* | | | | |
| Ollivier (Yves) | 1724 B 30 | 10 août 1941. | U. M. Bizerte. | T. D. |
| Robin (François) | 951 L 34 | 1er juillet 1942. | U. M. Bizerte. | T. D. |
| Gevaer (Jean) | 360 B 36 | 29 août 1944. | Disponible Toulon. | |
| Schiltz (Paul) | 1379 B 37 | 18 octobre 1944. | G. A. S. M. *Béarn.* | |
| Le Vaillant (Stanislas) | 853 L 33 | 20 octobre 1944. | E. A. C. Bormettes. | |
| Boscher (Joseph) | 3172 B 36 | 22 octobre 1944. | U. M. Casablanca. | T. D. |
| Le Cap (Etienne) | 3343 B 29 | 1er janvier 1945. | B. M. M. Lorient. | |
| Kerebel (Yves) | 1922 B 31 | 1er janvier 1945. | *Montcalm.* | |
| **Seconds maitres.** | | | | |
| *N'ayant pas fait campagne.* | | | | |
| Galland (Georges) | 220 B 38 | 21 février 1941. | Disponible Cherbourg. | |
| *Ayant fait campagne.* | | | | |
| Baudet (André) | 790 L 34 | 15 décembre 1942. | Ban Karouba. | T. D. |
| Vern (Jean) | 3339 B 35 | 26 avril 1943. | D. P. Sidi Abdallah. | T. D. |
| Bernard (Albert) | 315 L 34 | 29 août 1944. | Centre Sirocco. | T. D. |
| Jouan (Yves) | 3301 B 38 | 30 septembre 1944. | E. M. 3e région. | |
| Adam (Arthur) | 976 B 35 | 1er octobre 1944. | Disponible Brest. | |

| NOMS ET PRÉNOMS | MATRICULES | DATE D'ENTRÉE au service ou date de rentrée dans la métropole. | AFFECTATIONS | OBSERVATIONS |
|---|---|---|---|---|
| **Seconds maitres** (*suite*). | | | | |
| *Ayant fait campagne* (suite). | | | | |
| Bancquart (Albert) | 185 C 32 | 12 octobre 1944. | F. M. Rhin. | |
| Le Bras (Georges) | 767 B 37 | 14 octobre 1944. | C. F. Mimizan. | |
| Le Coze (Maurice) | 394 L 40 | 26 novembre 1944. | *Montcalm.* | |
| Cavigliolí (Robert) | 350 T 37 | 4 décembre 1944. | *Marceau.* | |
| Canis (Louis) | 5526 T 38 | 15 décembre 1944. | *Algérien.* | |
| **CUISINIERS** | | | | |
| **Maitres.** | | | | |
| *N'ayant pas fait campagne.* | | | | |
| Le Mercier (Louis) | 4612 B 29 | 17 décembre 1929. | Dépôt Brest (cadre). | |
| *Ayant fait campagne.* | | | | |
| Terrin (Albert) | 3148 T 29 | 4 juillet 1945. | C. I. O. A. Arzew. | T. D. |
| Mahé (Hyacinthe) | 1091 L 29 | 1er août 1944. | Ecole des mousses. | |
| **Seconds maitres.** | | | | |
| *Ayant fait campagne.* | | | | |
| Le Guennec (Marcel) | 315 25 3 | 22 décembre 1927. | *Guichen.* | |
| Le Gal (François) | 422 25 3 | 23 avril 1934. | Disponible Brest. | |
| Le Gall (François) | 2565 27 2 | 22 avril 1935. | Ecole des mousses. | |
| Cagnol (Joseph) | 88 780 5 | 6 avril 1936. | *Georges-Leygues.* | |
| Lhoste (Edmond) | 1911 L 28 | 1er juillet 1937. | E. M. 1re région. | |
| **MAITRES D'HOTEL** | | | | |
| **Maitres.** | | | | |
| *Ayant fait campagne.* | | | | |
| Bernard (Raymond) | 5501 C 29 | 9 décembre 1941. | E.M. A.L. E.M.O.C.C. | |
| Guillard (Baptiste) | 1020 L 31 | 1er juillet 1942. | E.M. A.L. E.M.O.C.C. | |
| **Seconds maitres.** | | | | |
| *N'ayant pas fait campagne.* | | | | |
| Mazotti (Joseph) | 123 T 33 | 24 mai 1944. | E. M. marine Tunisie. | T. D. |
| Lachivert (Antoine) | 1075 B 36 | 6 août 1936. | B. A. N. Agadir. | T. D. |
| Chiaberge (Jean) | 2021 26 3 | 10 novembre 1938. | *Dixmude.* | |
| Defois (Georges) | 1010 L 35 | 22 septembre 1940. | Marine Paris. | |
| Cattani (Henri) | 5325 T 38 | 5 juillet 1941. | Marine Paris. | |
| **BOULANGERS** | | | | |
| **Seconds maitres.** | | | | |
| *Ayant fait campagne.* | | | | |
| Jezequel (Yves) | 682 B 28 | 20 juillet 1942. | E. M. 2e région. | |
| Tuma (Joseph) | 3005 C 29 | 22 octobre 1944. | Disponible Brest. | |
| **TAILLEURS** | | | | |
| **Seconds maitres.** | | | | |
| *Ayant fait campagne.* | | | | |
| Crolbois (Charles) | 4456 T 31 | 27 août 1934. | Marine Paris. | |
| Barbot (Joseph) | 1292 R 32 | 7 juin 1941. | *Emile-Bertin.* | |
| **CORDONNIERS** | | | | |
| **Seconds maitres.** | | | | |
| *N'ayant pas fait campagne.* | | | | |
| Rebour (Pierre) | 2169 B 35 | 8 juillet 1935. | Marine Paris. | T. D. |
| Sonnet (Albert) | 728 L 36 | 7 septembre 1936. | U. M. Casablanca. | T. D. |
| *Ayant fait campagne.* | | | | |
| Tanguy (Ollivier) | 1010 27 2 | 1er novembre 1944. | D. C. M. Lorient. | |
| Danze (Noël) | 956 B 32 | 4 décembre 1944. | Disponible Brest. | |

## Tour de départ en campagne des officiers mariniers mécaniciens chauffeurs.

| NOMS ET PRÉNOMS | MATRICULES | DATE D'ENTRÉE au service ou date de rentrée dans la métropole. | AFFECTATIONS | OBSERVATIONS |
|---|---|---|---|---|
| | | **MECANICIENS** | | |
| | | **Maitres principaux.** | | |
| | | *Ayant fait campagne.* | | |
| Martin (Jean) | 3752 27 5 | 1er juillet 1944. | *Escarmouche.* | |
| Péron (Louis) | 3321 25 2 | 7 septembre 1944. | *Richelieu.* | |
| Manach (Francis) | 3323 25 2 | 17 septembre 1944. | Marine Paris. | |
| Brun (Marius) | 92313 5 | 14 novembre 1944. | E. A. M. F. Toulon. | |
| Le Flem (Louis) | 121829 2 | 6 décembre 1944. | C. F. M. Mimizan. | |
| | | **Premiers maitres (non motoristes).** | | |
| | | *N'ayant pas fait campagne.* | | |
| Lafon (François) | 3904 27 5 | 1er août 1929. | E. A. M. F, Toulon. | |
| | | *Ayant fait campagne.* | | |
| Jourand (Marcel) | 1017 B 28 | 3 novembre 1930. | Centre Siroco. | T. D. |
| Delisle (Alfred) | 62 B 34 | 9 mars 1940. | *Elan.* | T. D. |
| Labalen (Marcel) | 880 27 2 | 1er janvier 1942. | Disponible Brest. | |
| Bonthonou Jean) | 130389 2 | 17 février 1944. | C. I. O. A. Arzew | T. D. |
| Tonvel (François) | 1907 B 31 | 9 décembre 1944. | C. I. O. A. Arzew | T. D. |
| Salmon (Théophile) | 258 25 2 | 15 décembre 1944. | Disponible Brest. | |
| Jegou (René) | 126851 2 | 11 mars 1945. | Marine Bordeaux. | |
| Coaleval (Joseph) | 4153 B 30 | 11 avril 1945. | Marine Paris. | |
| Le Visage (Emile) | 40013 3 | 11 mai 1945. | *Richelieu.* | |
| Le Roux (Georges) | 3256 B 32 | 28 mai 1945. | Ecole navale. | T. D. |
| Debuisson (Arthur) | 1490 L 29 | 1er juin 1945. | *Richelieu.* | |
| Hascoët (Auguste) | 3498 B 31 | 15 juin 1945. | *Laita.* | |
| Lefieux (Bernard) | 2964 C 33 | 15 juin 1945. | D. P. Toulon *Coolie.* | |
| Le Gall (Jean) | 4569 26 2 | 1er juillet 1945. | *Sénégalais.* | |
| Le Cann (Jean) | 37 923 3 | 1er août 1945. | D. P. Cherbourg. | |
| Pallier (Pierre) | 2536 B 28 | 1er août 1945. | *Hippopotame.* | |
| Condou (Jean) | 128 189 2 | 10 août 1945. | *Spahi.* | |
| Cabioch (Jean) | 4578 26 2 | 1er septembre 1945. | *Gloire.* | |
| Bertin (Maurice) | 1226 R 32 | 1er septembre 1945. | *Odet.* | |
| | | **Premiers maitres (motoristes).** | | |
| | | *Ayant fait campagne.* | | |
| Menguy (Louis) | 2476 25 2 | 3 novembre 1939. | Sous-marin *Commandant-Bouan,* | T. D. |
| Paillard (Georges) | 125498 2 | 1er septembre 1944. | Marine Paris. | |
| Guillemot (Joseph) | 1126 27 3 | 20 octobre 1944. | A. M. F. Baie Ponty. | T. D. |
| Coleno (Julien) | 230 L 30 | 26 octobre 1944. | Sous-marin *Le Glorieux.* | T. D. |
| Le Theuff (Denis) | 1538 C 28 | 31 décembre 1944. | Marine Paris. | |
| Bilaud (Roger) | 459 27 5 | 1er mars 1945. | *Volontaire.* | T. D. |
| Le Lann (Joseph) | 129516 2 | 20 mars 1945. | Disponible Brest. | |
| Le Morvan (Louis) | 1866 B 34 | 15 avril 1945. | Sous-marin *2518.* | T. D. |
| Raison (Ange) | 1787 27 2 | 1er septembre 1945. | U. M. Casablanca. | T. D. |
| Piriou (Pierre) | 4550 B 28 | 28 novembre 1946. | Sous-marin *Mille.* | T. D. |
| Moisan (René) | 2747 B 28 | 31 décembre 1946. | G. A. S. M. | |
| Lemmelet (Marie) | 92932 5 | 24 mars 1947. | D. E. n° 2. | |
| Balcon (Prigent) | 4350 26 2 | 24 mars 1947. | Sous-marin *L'Africaine.* | T. D. |
| Bescond (Jean) | 2691 26 2 | 24 mars 1947. | *Tourville* (écoles). | |
| Gaubert (Henri) | 2252 27 5 | 28 mars 1947. | *Gustave-Zédé.* | |
| Nabucet (Georges) | 317 26 2 | 16 mai 1947. | *Mastodonte.* | |
| Le Page (Henri) | 1248 27 2 | 31 mai 1947. | C. F. M. Pont-Réan. | |
| Floch (Joseph) | 2107 B 29 | 1er septembre 1947. | Jurien de La Gravière. | |
| Senechal (Henri) | 84 B 35 | 1er octobre 1947. | A. M. F. Sidi Abdallah. | T. D. |
| Becouarn (Louis) | 2687 26 2 | 25 novembre 1947. | *Lansquenet.* | |
| Bodere (Jean) | 130830 2 | 4 décembre 1947. | F. M. Rhin. | |
| Le Roy (Louis) | 5744 B 28 | 12 janvier 1948. | Sous-marin *Blaison.* | T. D. |
| Abollivier (Gouesnou) | 129143 2 | 1er février 1948. | A. M. F. Brest. | |
| Denes (Ange) | 1873 25 2 | 30 mars 1948. | Sous-marin *La Créole.* | T. D. |
| Fromanger (Louis) | 4734 B 29 | 1er avril 1948. | *Le Verrier.* | |
| Le Garrec (Roger) | 1568 27 1 | 30 mai 1948. | *Meuse.* | |
| | | **Maitres.** | | |
| | | *N'ayant pas fait campagne.* | | |
| Favarel (René) | 2049 27 5 | 1er avril 1929. | C. I. O. A. Arzew. | T. D. |
| Lapomble Boye (Robert) | 652 C 28 | 1er juin 1931. | C. auto Alger. | T. D. |
| Moretti (Lucien) | 3499 T 34 | 10 janvier 1939. | D. P. Sidi Abdallah. | T. D. |

| NOMS ET PRÉNOMS | MATRICULES | DATE D'ENTRÉE au service ou date de rentrée dans la métropole | AFFECTATIONS | OBSERVATIONS |
|---|---|---|---|---|
| **Maîtres** (*suite*). | | | | |
| *Ayant fait campagne.* | | | | |
| Delafosse (André) | 2052 C 31 | 1er juillet 1944. | C. I. O. A. Arzew. | T. D. |
| Auffret (Hervé) | 2074 B 30 | 10 octobre 1944. | C. I. O. A. Arzew. | T. D. |
| Le Roy (François) | 2259 B 29 | 1er novembre 1944. | Sous-marin poche Toulon. | T. D. |
| Puel (Yves) | 2539 B 28 | 17 novembre 1944. | C. I. O. A. Arzew. | T. D. |
| Garnaud (Marcel) | 184 R 32 | 28 novembre 1944. | Sous-marin poche Toulon. | T. D. |
| Melinat (Robert) | 5269 C 35 | 29 novembre 1944. | Sous-marin *Mille.* | T. D. |
| Ferrari (Alfred) | 2379 C 35 | 25 décembre 1944. | Sous-marin *La Créole.* | T. D. |
| Prato (François) | 582 R 32 | 21 avril 1945. | Sous-marin *L'Africaine.* | T. D. |
| Le Penven (Louis) | 3494 B 34 | 1er mai 1945. | Sous-marin *2518.* | T. D. |
| Le Mouel (Marcel) | 853 26 1 | 1er juillet 1945. | G.C.L.R. Bizerte. | T. D. |
| Desaint (Roger) | 1638 L 28 | 1er août 1945. | *Gloire.* | |
| Buaud (André) | 898 L 30 | 1er août 1945. | *Emile-Bertin.* | |
| Herlidou (Yves) | 4650 B 30 | 11 août 1945. | Sous-marin *Laubie.* | T. D. |
| Moreau (Alexandre) | 1823 B 31 | 15 août 1945. | Disponible Brest. | |
| Paul (Jean) | 2985 B 33 | 20 août 1945. | *Lorrain.* | |
| Desbois (Roger) | 5057 B 28 | 21 août 1945. | Disponible Brest. | |
| Le Page (Jean) | 3012 B 30 | 28 août 1945. | D. E. n° 1. | |
| Seveno (Marcel) | 833 L 34 | 30 août 1945. | Sous-marin *Commandant-Bouan.* | T. D. |
| Pinvidic (Yves) | 1125 B 29 | 1er septembre 1945. | C. I. O. A. Arzew. | T. D. |
| Tallec (Louis) | 1203 B 29 | 1er septembre 1945. | *Jean-Bart.* | |
| Mével (Yves) | 2106 B 29 | 1er septembre 1945. | C. F. M. Mimizan. | |
| Bloch (Ferdinand) | 3049 B 30 | 1er septembre 1945. | *Lorrain.* | |
| Jezequel (Pierre) | 2179 B 31 | 1er septembre 1945. | *Jean-Bart.* | |
| Roudaut (Jean) | 887 B 30 | 2 septembre 1945. | *Jean-Bart.* | |
| Corne (Pierre) | 4712 B 30 | 20 septembre 1945. | *Ancre.* | |
| Poidevin (Jean) | 1856 B 31 | 21 septembre 1945. | Sous-marin *Junon.* | T. D. |
| Le Guillou (Gabriel) | 507 27 2 | 1er octobre 1945. | Marine Paris. | |
| Thomas (François) | 2856 B 28 | 1er octobre 1945. | D. P. Brest *Obstiné.* | |
| David (Roger) | 4727 B 29 | 1er octobre 1945. | C. F. M. Pont-Réan. | |
| Morvan (Yves) | 4088 B 31 | 2 octobre 1945. | *Guichen.* | |
| Tristant (Charles) | 2070 L 30 | 15 octobre 1945. | D. E. n° 3. | |
| Mathieu (Pierre) | 4619 27 5 | 19 octobre 1945. | *Alsacien.* | |
| Danion (Joseph) | 2241 B 33 | 21 octobre 1945. | Ecole navale. | |
| Gane (Georges) | 39928 3 | 1er novembre 1945. | Ecole navale | |
| Olier (François) | 27 B 32 | 1er novembre 1945. | C. F. M. Mimizan. | |
| Bellebeau (Lucien) | 10151 T 41 | 7 novembre 1945 | Sous-marin *Junon.* | T. D. |
| Grenard (Albert) | 4710 C 28 | 5 décembre 1945. | *Marceau.* | |
| Carcenac (Yvon) | 93142 5 | 20 décembre 1945. | Marine Bordeaux. | |
| Derrien (Pierre) | 991 B 30 | 31 décembre 1945. | D. P. Brest *Imbattable.* | |
| Jaume (Joseph) | 115 26 3 | 1er janvier 1946. | *Alsacien.* | |
| Lacuelle (Jacques) | 1422 L 33 | 9 janvier 1946. | D. P. Toulon. | |
| **Seconds maîtres.** | | | | |
| *N'ayant pas fait campagne.* | | | | |
| Engelmann (Charles) | 614 T 33 | 1er avril 1935. | Sous-marin poche Toulon. | T. D. |
| Corre (Marcel) | 2105 B 30 | 15 juillet 1936. | S.M.E.R. Rochefort. | |
| Ducrocq (Georges) | 3272 C 35 | 2 novembre 1937. | C. I. O. A. Arzew. | T. D. |
| Denoyer (Bernard) | 2941 C 37 | 25 novembre 1937. | U. M. Oran | T. D. |
| Ducloy (Julien) | 563 C 38 | 1er août 1941. | Disponible Brest. | |
| Le Bret (Raymond) | 3546 T 41 | 4 novembre 1941. | *Coutelas.* | T. D. |
| Senelle (Jean) | 6120 T 42 | 27 février 1942. | C.E.P.E.T. Bizerte. | T. D. |
| Bodiger (André) | 11051 T 42 | 16 septembre 1942. | *Mameluck.* | T. D. |
| Guyomar (Mariel) | 4059 T 42 | 1er octobre 1942. | *Cimeterre.* | T. D. |
| Dorléans (André) | 1078 C 44 | 6 septembre 1944. | *Alphée.* | T. D. |
| Desmis (René) | 5605 C 35 | 1er novembre 1944. | E. A. M. F. Toulon. | |
| Dany (Alain) | 693 T 44 | 12 décembre 1944. | C. I. O. A. Arzew. | T. D. |
| Guyot (Edouard) | 1311 B 45 | 12 mai 1945. | Sous-marin *Le Glorieux.* | T. D. |
| Mauger (Albert) | 9740 T 45 | 13 novembre 1945. | Ecole navale (C.P.E.O.M.) | T. D. |
| Le Squeren (Yves) | 1255 C 46 | 15 février 1946. | *Marceau.* | |
| Champion (André) | 3953 T 45 | 1er septembre 1946. | D. E. n° 2. | |
| Chagrot (Roger) | 243 T 43 | 1er octobre 1946. | B. E. *Khouribga.* | T. D. |
| Bellego (Pierre) | 251 L 46 | 1er janvier 1947. | Ecole navale (C.P.O.M.) | T. D. |
| Sarrebeyroux (Jacques) | 1079 R 46 | 1er janvier 1947. | C. I. O. A. Arzew. | T. D. |
| Fabry (Raymond) | 7473 C 45 | 3 mars 1947. | *Lorrain.* | |
| Evesse (Jean) | 5180 R 46 | 1er avril 1947. | U. M. Casablanca. | T. D. |
| Allenic (Lucien) | 7351 B 45 | 1er décembre 1947. | *Dixmude.* | |
| Bourel (Jean) | 845 B 47 | 1er janvier 1948. | *Oise.* | |
| Carrere (Pierre) | 1092 R 47 | 1er janvier 1948. | D. E. n° 3. | |
| Denibez (Gilbert) | 1093 R 47 | 1er janvier 1948. | Disponible Cherbourg. | |
| Chevrier (Roger) | 1098 R 47 | 1er janvier 1948. | Croix de Lorraine. | |
| Faulcon (Edmond) | 2859 T 47 | 1er janvier 1948. | *Alsacien.* | |
| Rob (Roland) | 2870 T 47 | 1er janvier 1948. | E. A. M. F. Toulon. | |
| Sander (Bernard) | 3016 T 47 | 1er janvier 1948. | *Dixmude.* | |
| Grimal (Maurice) | 3233 T 46 | 1er avril 1949. | Sous-marin *l'Africaine.* | T. D. |
| Fichet (Louis) | 2860 T 47 | 1er avril 1949. | *Arromanches.* | |
| Jouanjean (Guillaume) | 320 T 45 | 17 avril 1949. | S. T. E. R. Toulon. | |
| Moy (Auguste) | 936 C 44 | 17 décembre 1949. | Sous-marin *Commandant-Bouan.* | T. D. |
| Minette (Alphonse) | 3166 T 46 | 4 mai 1950. | *Georges-Leygues.* | |
| *Ayant fait campagne.* | | | | |
| Lardière (Adrien) | 1014 L 32 | 25 mai 1939. | *Alphée.* | T. D. |
| Quere (Jean) | 1658 B 37 | 1er décembre 1942. | Sous-marin *Mille.* | T. D. |
| Guivarc'h (Jean) | 3062 R 30 | 19 juin 1943. | A. M. F. Sidi Abdallah | T. D. |
| Robert (Raymond) | 376 C 37 | 15 novembre 1943. | C. I. O. A. Arzew. | T. D. |
| Le Gaillard (Robert) | 1411 C 33 | 1er juillet 1944. | C. I. O. A. Arzew. | T. D. |
| Castor (Yves) | 708 T 32 | 1er juillet 1944. | C. I. O. A. Arzew. | T. D. |
| Le Dé (Victor) | 168 B 37 | 1er juillet 1944. | C. I. O. A. Arzew. | T. D. |

| NOMS ET PRÉNOMS | MATRICULES | DATE D'ENTRÉE au service ou date de rentrée dans la métropole. | AFFECTATIONS | OBSERVATIONS |
|---|---|---|---|---|
| | | **Seconds maitres** (*suite*). | | |
| | | *Ayant fait campagne* (suite). | | |
| Le Corre (Camille) | 1775 L 89 | 1er septembre 1944. | Sous-marin *Laubie.* | T. D. |
| Boulanger (Jean) | 1367 C 34 | 10 octobre 1944. | Sous-marin *L'Africaine.* | T. D. |
| Perrot (François) | 1625 B 38 | 11 novembre 1944. | *Le Volontaire.* | T. D. |
| Mouton (Etienne) | 1049 T 34 | 4 décembre 1944. | U. M. Baie Ponty. | T. D. |
| Mesléard (Yves) | 1998 B 35 | 20 décembre 1944. | D. P. Bizerte. | T. D. |
| Duval (Maxime) | 1840 B 34 | 31 décembre 1944. | *Richelieu.* | |
| Durand (Jean) | 1057 C 34 | 31 décembre 1944. | *Alsacien.* | |
| Bence (Léopold) | 1312 C 36 | 31 décembre 1944. | *Richelieu.* | |
| Quemeneur (Yves) | 1721 B 36 | 31 décembre 1944. | *Georges-Leygues.* | |
| Dominé (Julien) | 553 L 37 | 31 décembre 1944. | Sous-marin *Le Glorieux.* | T. D. |
| Lehon (Ange) | 3031 B 37 | 31 décembre 1944. | C. F. M. Pont Réan. | |
| Le Gonidec Emile) | 2204 B 38 | 31 décembre 1944. | Sous-marin *Mille.* | T. D. |
| Le Roux (Charles) | 1096 B 29 | 1er janvier 1945. | C. E. P. E. T. (Bizerte) | T. D. |
| Darchen (Théophile) | 760 B 58 | 1er janvier 1945. | Sous-marin *Commandant-Bouan.* | T. D. |
| Albertini (Jean) | 3859 T 36 | 25 janvier 1945. | D. E. N° 2. | |
| Le Goff (Louis) | 1416 L 36 | 29 janvier 1945. | *Pimprenelle.* | |
| Chouez (Jean) | 4006 B 35 | 1er mars 1945. | C. F. M. Pont Réan. | |
| Le Floch (Michel) | 1740 L 35 | 1er mars 1945. | Sous-marin *Le Glorieux.* | T. D. |
| Legall (Jean) | 3929 B 37 | 1er mars 1945. | *Dixmude.* | |
| Perrot (Pierre) | 2066 B 35 | 13 mars 1945. | *Arromanches.* | |
| Beauverger Louis) | 4701 B 30 | 20 mars 1945. | *Richelieu.* | |
| Saliou (Jean) | 2118 B 39 | 1er avril 1945. | *Gloire.* | |
| Pichon (Jean) | 3533 B 34 | 15 avril 1945. | E. A. M. F. Toulon. | |
| Ouret (Joseph) | 3177 T 37 | 15 avril 1945. | D. P. Toulon. | |
| Gaume (Raymond) | 179 CAS 36 | 30 avril 1945. | *Lorrain.* | |
| Abgrall (Bernard) | 2070 B 30 | 1er mai 1945. | Service terrien Toulon. | |
| Le Calvez (Yves) | 2955 B 33 | 1er mai 1945. | Chasseur *21.* | |
| Monfort (Michel) | 1641 B 34 | 1er mai 1945. | E. A. M. F. Toulon. | |
| Hoslekint (Cyrille) | 571 C 37 | 8 mai 1945. | *Lorrain.* | |
| Le Port (Louis) | 4100 T 42 | 9 mai 1945. | *Georges-Leygues.* | |
| Perrodo (Prosper) | 1837 L 38 | 11 mai 1945. | *Primevère.* | |
| Bihas (Pierre) | 3267 B 31 | 17 mai 1945. | E.A. M. F. Toulon. | |
| Foison (Bernard) | 1104 B 35 | 19 mai 1945. | *Marceau.* | |
| Le Bleis (Henri) | 1808 B 38 | 22 mai 1945. | *Montcalm.* | |
| Schmitt (Léon) | 4072 T 39 | 22 mai 1945. | Marine Paris. | |
| Jacques (Charles) | 3488 C 34 | 22 mai 1945. | E. A. M. F. Toulon. | |
| Florent (Lucien) | 6044 T 39 | 30 mai 1945. | *Buffle.* | T. D |
| Moan (Eugène) | 572 B 38 | 1er juin 1945. | Ecole électriciens. | |
| Breton (Jean) | 1880 B 40 | 1er juin 1945. | *Fantasque.* | |
| Fouardent (Henri) | 1069 C 34 | 3 juin 1945. | Centre auto Cherbourg. | |
| Mabire (Louis) | 1679 C 32 | 16 juin 1945. | Centre auto Cherbourg. | |
| Riva (Charles) | 4128 C 33 | 29 juin 1945. | *Lancier.* | T. D. |
| Guernion (Paul) | 87 B 36 | 1er juillet 1945. | *Kléber.* | |
| Bretel (Pierre) | 559 C 37 | 1er juillet 1945. | *Arromanches.* | |
| | | **CHAUFFEURS** | | |
| | | **Premiers maitres.** | | |
| | | *Ayant fait campagne.* | | |
| Deglise (Joseph) | 381 T 30 | 21 juin 1932. | Disponible Toulon. | |
| Petitdemange (Jean) | 301 T 28 | 29 janvier 1939. | *Jean-Bart.* | |
| | | **Maitres.** | | |
| | | *N'ayant pas fait campagne.* | | |
| Le Goueffec (Guillaume) | 2223 B 32 | 25 août 1932. | C. I. O. A. Arzew. | T. D. |
| | | *Ayant fait campagne.* | | |
| Morin (Albert) | 3675 B 31 | 1er août 1941. | *Lorraine* (Ecoles). | Pas ind. |
| Le Visage (Laurent) | 102 L 30 | 30 octobre 1941. | C. F. M. Pont-Réan. | |
| Letremble (Marcel) | 4169 C 30 | 22 octobre 1944. | Disponible Toulon. | |
| L'Hotellier (Eugène) | 29 B 34 | 22 octobre 1944. | Disponible Toulon. | |
| Perrin (François) | 3195 B 32 | 27 octobre 1944. | D. M. M. Cherbourg. | |
| Breton (Yves) | 125987 2 | 1er novembre 1944. | B. M. M. Brest. | |
| | | **Seconds maitres.** | | |
| | | *N'ayant pas fait campagne.* | | |
| Rohou (Jean) | 3345 B 35 | 4 novembre 1935. | Disponible Brest. | |
| Le Roux (François) | 1015 B 34 | 31 mars 1939. | *Guichen.* | |
| Balcon (Edouard) | 1166 B 35 | 11 mai 1942. | *Somme.* | |
| Laot (Jean) | 2069 B 35 | 26 juillet 1942. | Disponible Brest. | |
| | | *Ayant fait campagne.* | | |
| Dubois (Marc) | 903 R 32 | 20 janvier 1937. | *Surprise.* | |
| Le Cœur (Jean) | 555 B 34 | 20 janvier 1937. | *E.-Berlin.* | |
| Douarinou (François) | 3050 B 32 | 20 janvier 1939. | *Fraiche.* | |
| Lemière (Henri) | 371 C 28 | 21 avril 1940. | *Richelieu.* | |
| Amil (Goulven) | 841 B 32 | 4 novembre 1941. | Disponible Brest. | |
| Richard (Roger) | 2604 B 34 | 23 décembre 1941. | *Richelieu.* | |
| Abautret (Christophe) | 511 26 2 | 2 mars 1942. | *Dixmude.* | |
| Mingant (Jean) | 1196 B 34 | 1er juillet 1942. | *Georges-Leygues.* | |
| Goude (Eugène) | 2612 B 34 | 6 mars 1943. | C. F. M. Pont Réan. | |

## MINISTERES DES FINANCES ET DES AFFAIRES ECONOMIQUES ET DU BUDGET

**Décret n° 50-900 du 3 août 1950 portant ouverture de crédits et réintégration de recettes au budget général de l'exercice 1949 en application de l'article 33 de la loi n° 49-310 du 8 mars 1949.**

Le président du conseil des ministres,

Sur le rapport du ministre des finances et des affaires économiques et du ministre du budget,

Vu l'article 33 de la loi n° 49-310 du 8 mars 1949 sur les comptes spéciaux du Trésor (exercice 1949);

Vu l'article 16 de la loi n° 48-1973 du 31 décembre 1948 portant fixation pour l'exercice 1949 des maxima des dépenses publiques et évaluation des voies et moyens;

Vu la loi n° 48-1992 du 31 décembre 1948 portant fixation du budget général de l'exercice 1949 (dépenses ordinaires civiles);

Vu la loi n° 48-1974 du 31 décembre 1948 fixant l'évaluation des voies et moyens du budget général de l'exercice 1949;

Vu les articles 16 et 82 du décret du 31 mai 1862 sur la comptabilité publique;

Vu les articles 13 (§§ 3, 56 et 75) du règlement sur la comptabilité des dépenses du ministère des finances en date du 26 décembre 1866,

Décrète:

Art. 1er. — Il est ouvert au ministre des finances et des affaires économiques, en addition aux crédits alloués par la loi n° 48-1992 du 31 décembre 1948 et par des textes spéciaux, un crédit s'élevant à la somme de 7.463.441.034 F applicable au chapitre 613: « Remboursements sur produits indirects et divers » du budget des finances et des affaires économiques (I. Finances).

Art. 2. — Les évaluations de recettes du budget de l'exercice 1949 sont majorées d'une somme totale de 7.263.441.034 F, répartie par ligne conformément à l'état annexé au présent décret.

Art. 3. — Le ministre des finances et des affaires économiques et le ministre du budget sont chargés de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 3 août 1950.

R. PLEVEN.

Par le président du conseil des ministres:

*Le ministre des finances et des affaires économiques,*
MAURICE-PETSCHE.

*Le ministre du budget,*
EDGAR FAURE.

ETAT ANNEXE

| NUMERO de la ligne | DÉSIGNATION DES RECETTES | MONTANT des recettes. |
|---|---|---|
| | | francs. |
| | **I. — Produits recouvrables en France.** | |
| | § 1er. — IMPOTS ET MONOPOLES | |
| | 1° *Produits des contributions directes.* | |
| 1 | Contributions directes, centimes d'Etat et taxes assimilées aux contributions directes. | 1.839.373 |
| | 2° *Produits de l'enregistrement.* | |
| | Mutations: | |
| | Mutations à titre onéreux: | |
| | Meubles: | |
| 3 | Créances, rentes, prix d'offices | 2.253.946 |
| 4 | Fonds de commerce | 7.414.651 |
| 5 | Meubles corporels | 13.398.203 |
| 6 | Immeubles et droits immobiliers | 37.502.436 |
| | Mutations à titre gratuit: | |
| 7 | Entre vifs (donations) | 5.967.281 |
| 8 | Par décès | 85.060.127 |
| 10 | Autres conventions et actes civils, administratifs et de l'état civil | 39.402.114 |
| 11 | Actes judiciaires et extrajudiciaires | 10.502.546 |
| 12 | Hypothèques | 4.356.723 |
| 13 | Taxe spéciale sur les conventions d'assurances | 31.569 |
| 14 | Pénalités (droits et demi-droits en sus, amendes) | 1.569.140 |
| 15 | Recettes diverses | 1.441.033 |
| | Total | 208.689.769 |
| | 3° *Produits du timbre.* | |
| 16 | Timbre unique | 4.493.224 |
| 17 | Actes et écrits assujettis au timbre de dimension | 440.229 |
| 19 | Contrats de transports | 470.209 |
| 20 | Permis de conduire et récépissés de mise en circulation des automobiles | 1.110.305 |
| 21 | Passeports | 1.293.564 |
| 22 | Permis de chasse | 3.315.251 |
| 23 | Rachat du droit de timbre des valeurs mobilières | 33.392.753 |
| 24 | Pénalités (amendes de contravention) | 225.271 |
| 25 | Recettes diverses | 164.818.416 |
| | Total | 209.619.223 |
| | 4° *Produits de l'impôt sur les opérations de bourse.* | |
| 26 | Impôts sur les opérations traitées dans les bourses de valeurs et pénalités | 1.283.228 |
| | 5° *Produits de l'impôt sur le revenu des capitaux mobiliers.* | |
| 28 | Revenus des valeurs mobilières, etc | 207.259.515 |
| | 6° *Produit de l'impôt de solidarité nationale.* | |
| | Personnes physiques: | |
| 29 | Prélèvement sur le capital | 126.784.678 |
| 30 | Contribution sur l'enrichissement | 117.170.303 |
| | Personnes morales: | |
| 31 | Sociétés ayant leur siège en France | 271.897 |
| 32 | Sociétés ayant leur siège hors de France | 7.099.903 |
| 33 | Personnes morales autres que les sociétés | 36.750 |
| 34 | Pénalités | 5.401.835 |
| 35 | Produits de la débite | 33.028 |
| 36 | Majoration de 25 p. 100 de l'impôt de solidarité nationale | 23.776.779 |
| | Total | 280.575.173 |
| | 7° *Produits des douanes.* | |
| 37 | Droits à l'importation | 1.185.801.739 |
| 38 | Droits de sortie | 508.231 |
| 39 | Droits de navigation | 1.980.245 |
| 40 | Autres droits et recettes accessoires | 13.340.549 |
| 41 | Amendes et confiscations | 2.400 |
| | Total | 1.201.633.164 |
| | 8° *Produits des contributions indirectes.* | |
| | Droits sur les boissons: | |
| 42 | Vins, cidres, poirés et hydromels | 1.371.500 |
| 43 | Droits sur les alcools | 12.478.856 |
| 45 | Taxes spéciales sur les vins, liqueurs et eaux-de-vie à appellation d'origine contrôlée ou réglementée | 23.297 |
| 46 | Taxe sur les vélocipèdes | 32.357 |
| 47 | Taxe à la mouture et taxe additionnelle à la taxe à la mouture | 121.671 |
| | Droits divers et recettes à différents titres: | |
| 48 | Droits divers de licences | 12.860 |
| 49 | Garantie des matières d'or et d'argent | 1.203.346 |
| 50 | Amendes, confiscations et droits sur acquit non rentrés | 5.703 |
| 51 | Autres droits et recettes à différents titres | 3.442.598 |
| | Total | 18.692.281 |
| | 9° *Produit de la taxe sur le chiffre d'affaires.* | |
| 52 | Taxe à la production | 4.787.671.984 |
| 53 | Pénalités | 1.185.851 |
| | Total | 4.788.857.835 |
| | 10° *Produit de la taxe sur les transactions.* | |
| 54 | Taxe sur les transactions | 158.313.815 |
| | 11° *Produits du monopole des poudres à feu.* | |
| 55 | Produit de la vente des poudres à feu | 163.900 |

| NUMERO de la ligne. | DÉSIGNATION DES RECETTES | MONTANT des recettes. |
|---|---|---|
| | | francs. |
| | RECAPITULATION DU PARAGRAPHE 1er | |
| | 1° Produits des contributions directes | 1.839.373 |
| | 2° Produits de l'enregistrement | 208.689.760 |
| | 3° Produits du timbre | 209.619.222 |
| | 4° Produits de l'impôt sur les opérations de bourse | 1.283.228 |
| | 5° Produits de l'impôt sur le revenu des capitaux mobiliers | 207.259.515 |
| | 6° Produits de l'impôt de solidarité nationale | 280.575.173 |
| | 7° Produits des douanes | 1.201.633.164 |
| | 8° Produits des contributions indirectes | 18.692.281 |
| | 9° Produit de la taxe sur le chiffre d'affaires | 4.788.857.835 |
| | 10° Produit de la taxe sur les transactions | 158.313.815 |
| | 11° Produits du monopole des poudres à feu | 163.909 |
| | Total pour le paragraphe 1er | 7.076.927.275 |
| | § 2. — EXPLOITATIONS INDUSTRIELLES | |
| 64 | Produit brut du service des eaux de Versailles et de Marly | 8.510 |
| | § 3. — PRODUITS ET REVENUS DU DOMAINE DE L'ETAT | |
| 70 | Produits et revenus du domaine encaissés par les receveurs des domaines | 127.597.601 |
| 71 | Produit de la liquidation de biens ayant appartenu à des Etats ou des ressortissants ennemis et attribués à l'Etat français | 26.081.702 |
| 75 | Produits des forêts encaissés par les receveurs des domaines. — Chasse, menus produits, etc | 2.568.484 |
| | Total pour le paragraphe 3 | 156.250.787 |
| | § 4. — PRODUITS DIVERS | |
| | **Agriculture.** | |
| 3 | Droits de visite et d'inspection du bétail et des viandes | 4.134 |
| 4 | Contribution des départements, communes et établissements publics aux frais de garderie et d'administration des forêts soumises au régime forestier | 7.389 |
| 7 | Frais d'adjudication des produits en bois encaissés tant par les trésoriers-payeurs généraux que par les receveurs des domaines | 738.691 |
| 8 | Taxe supplémentaire sur les adjudications de coupes de bois | 240 |
| | Total | 750.454 |
| | **Finances et affaires économiques.** | |
| | I. — *Finances.* | |
| 18 | Recettes diverses des inspecteurs de l'enregistrement, des domaines et du timbre | 28.863.925 |
| 19 | Prélèvement effectué sur les salaires des conservateurs des hypothèques en vertu du décret du 27 mai 1936 | 50 |
| 20 | Recouvrements de frais de justice, de frais de poursuites et d'instance | 156.461 |
| 21 | Recettes diverses des receveurs des douanes | 150.219 |
| 22 | Recettes diverses des receveurs des contributions indirectes | 60.180 |
| 23 | Redevances versées par les receveurs buralistes | 154.261 |
| | **Ravitaillement.** | |
| 116 | Redevances sur cartes professionnelles et sur cartes d'acheteurs | 55.558 |
| | **Santé publique et population.** | |
| 119 | Revenus des lazarets et établissements sanitaires | 4.419 |
| | **Travaux publics et transports.** | |
| 130 | Redevances pour frais de contrôle et de surveillance des chemins de fer en France | 7.255 |
| | **Divers services.** | |
| 156 | Recettes diverses | 51.680 |
| | Total pour le paragraphe 4 | 30.254.462 |
| | RECAPITULATION | |
| | § 1er. — Impôts et monopoles | 7.076.927.275 |
| | § 2. — Exploitations industrielles | 8.510 |
| | § 3. — Produits et revenus du domaine de l'Etat | 156.250.787 |
| | § 4. — Produits divers | 30.254.462 |
| | Total | 7.263.441.034 |

## Décret n° 50-901 du 3 août 1950 relatif à la taxe sur les viandes perçue au profit du budget annexe des prestations familiales agricoles.

Le président du conseil des ministres,

Sur le rapport du ministre du budget, du ministre des finances et des affaires économiques et du ministre de l'agriculture,

Vu l'article 3 de la loi du 17 août 1948 tendant au redressement économique et financier;

Vu les articles 1615 et 1616 du code général des impôts relatifs à la taxe sur les viandes et à la taxe spéciale sur les produits agricoles perçues au profit du budget annexe des prestations familiales agricoles;

Le conseil d'Etat entendu,

Le conseil des ministres entendu,

Décrète:

Art. 1er. — Pour tenir lieu de la taxe spéciale de 1 p. 100 sur les produits agricoles prévue à l'article 1616 du code général des impôts, qui cessera d'être perçue sur les produits soumis à la taxe visée à l'article 1615 du même code, les taux de 2 p. 100 et de 3 p. 100 de cette dernière taxe sont portés respectivement à 3 p. 100 et 4 p. 100.

Art. 2. — Les dispositions ci-dessus seront applicables à partir du premier jour du mois qui suivra la publication du présent décret.

Art. 3. — Le ministre du budget, le ministre des finances et des affaires économiques et le ministre de l'agriculture sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 3 août 1950.

R. PLEVEN.

Par le président du conseil des ministres:

*Le ministre des finances et des affaires économiques,*
MAURICE-PETSCHE.

*Le ministre du budget,*
EDGAR FAURE.

*Le ministre de l'agriculture,*
PIERRE PFLIMLIN.

## Decret du 3 août 1950 portant délégation de signature.

Le président du conseil des ministres,

Sur le rapport du ministre des finances et des affaires économiques et du secrétaire d'Etat aux affaires économiques,

Vu le décret du 13 juillet 1950 et l'arrêté de la même date relatifs aux attributions du secrétaire d'Etat aux affaires économiques,

Décrète:

Art. 1er. — Délégation est donnée à M. Brignole, directeur adjoint, chargé de la direction des services de l'ancienne direction de l'administration générale, à l'effet de signer:

1° Toutes ordonnances de délégation, toutes ordonnances de payement et de virement, toutes lettres d'avis d'ordonnances, toutes pièces justificatives de dépenses et tous ordres de recettes concernant le budget des services du secrétariat d'Etat aux affaires économiques et des services qui lui sont administrativement rattachés;

2° Tous actes individuels et réglementaires, à l'exception des décrets et des arrêtés concernant les attributions des mêmes services.

Art. 2. — Le présent décret sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 13 juillet 1950.

R. PLEVEN.

Par le président du conseil des ministres:

*Le ministre des finances et des affaires économiques,*
MAURICE-PETSCHE.

*Le secrétaire d'Etat aux affaires économiques,*
ROBERT BURON.

### Décret du 3 août 1950 portant délégation de signature au chef de service du contrôle économique.

Le président du conseil des ministres,

Sur le rapport du ministre des finances et des affaires économiques et du secrétaire d'Etat aux affaires économiques,

Vu les articles 26 et 27 de l'ordonnance du 30 juin 1945 relative à la constatation, la poursuite et la répression des infractions à la législation économique;

Vu le décret du 30 juin 1945 relatif aux transactions, aux amendes et aux confiscations administratives en matière d'infractions à la législation économique, modifié par les décrets des 19 juin 1946 et 9 septembre 1947;

Vu le décret du 13 juillet 1950 et l'arrêté du 13 juillet 1950 relatifs aux attributions du secrétaire d'Etat aux affaires économiques;

Vu l'arrêté du 15 juillet 1950 portant délégation de signature au directeur général des prix et du contrôle économique,

Décrète:

Art. 1er. — En cas d'empêchement du directeur général des prix et du contrôle économique, le chef de service du contrôle économique est habilité à signer les actes et décisions pour lesquels le directeur général des prix et du contrôle économique a reçu délégation permanente du secrétaire d'Etat aux affaires économiques par l'arrêté du 15 juillet 1950.

Art. 2. — Le présent décret sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 3 août 1950.

R. PLEVEN.

Par le président du conseil des ministres:

*Le ministre des finances et des affaires économiques,*
MAURICE-PETSCHE.

*Le secrétaire d'Etat aux affaires économiques,*
ROBERT BURON.

### Suspension de droits de douane.

Le ministre des finances et des affaires économiques et le ministre du budget,

Sur l'avis conforme du ministre de l'industrie et du commerce,

Vu l'ordonnance du 8 juillet 1944 relative au régime douanier et fiscal des importations;

Vu l'arrêté du 16 décembre 1947 portant modification du tarif de droits de douane d'importation et les textes subséquents qui l'ont modifié ou complété, notamment les arrêtés des 27 décembre 1949, 15 avril 1950 et 26 avril 1950;

Vu le tarif des droits de douane d'importation;

Vu le code des douanes,

Arrêtent:

Art. 1er. — Jusqu'à une date qui sera fixée par arrêté, sont provisoirement suspendus les droits de douane applicables aux marchandises reprises au tableau ci-dessous:

| NUMÉROS du tarif des douanes. | DÉSIGNATION DES MARCHANDISES |
|---|---|
| 826 | Papiers et cartons non dénommés, formés en continu, marqués, filigranés, satinés, frictionnés ou non, en bobines ou en feuilles: |
| | — en un seul jet: |
| | — — papier et carton paille. |
| | — — papier et carton Kraft. |
| | — — autres: |
| | — — — contenant des pâtes mécaniques? |
| | — — — — contenant plus de 60 p. 100 de pâtes mécaniques. |
| | — — — — contenant 60 p. 100 et moins de pâtes mécaniques. |
| | — — — sans pâtes mécaniques: |
| | — — — — sans pâtes de chiffons ou contenant moins de 75 p. 100 de pâtes de chiffons. |
| | — — — — contenant 75 p. 100 et plus de pâtes de chiffons. |
| | — en deux ou plusieurs jets. |
| 827 | Papiers et cartons non dénommés, formés à l'enrouleuse, en bobines ou en feuilles: |
| | — papier et carton paille: |
| | — contenant des pâtes mécaniques. |
| | — sans pâtes mécaniques. |

Art. 2. — Le directeur général des douanes et droits indirects est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 3 août 1950.

*Le ministre des finances et des affaires économiques,*
MAURICE-PETSCHE.

*Le ministre du budget,*
Pour le ministre et par délégation:
*Le directeur du cabinet,*
ROBERT BLOT.

*Le secrétaire d'Etat aux affaires économiques,*
ROBERT BURON.

## MINISTERE DES TRAVAUX PUBLICS, DES TRANSPORTS ET DU TOURISME

### Décret du 3 août 1950 relatif au déclassement des lignes nos 42, 44 et 48 du réseau urbain des tramways de Toulouse.

Par décret en date du 3 août 1950, sont déclassées les lignes suivantes du réseau urbain des tramways de Toulouse:

1° Ligne n° 42 (place du Capitole-Montaudran) entre les points kilométriques 3.337 et 6.241;

2° Ligne n° 44 (place du Capitole-Lafourguette) entre les points kilométriques 4.246 et 7.560;

3° Ligne n° 48 (place Esquirol-Saint-Simon) entre les points kilométriques 3.290 et 8.568.

## MINISTERE DE L'AGRICULTURE

### Décret n° 50-902 du 3 août 1950 fixant les modalités de rémunération des agents appelés à participer à l'enquête agricole de l'année 1950.

Le président du conseil des ministres,

Sur le rapport du ministre de l'agriculture, du ministre des finances et des affaires économiques, du ministre du budget et du secrétaire d'Etat à la fonction publique et à la réforme administrative,

Vu l'article 7 (alinéa 1er) de l'ordonnance du 9 août 1944 portant rétablissement de la légalité républicaine sur le territoire continental, ensemble les ordonnances subséquentes, par l'effet duquel est provisoirement maintenu en application l'acte dit loi du 3 octobre 1941 relative aux déclarations exigées des agriculteurs;

Vu l'article 4 du décret n° 48-1108 du 10 juillet 1948 portant classement hiérarchique des grades et emplois des personnels civils de l'Etat relevant du régime général des retraites;

Vu la loi de finances n° 50-135 du 31 janvier 1950;

Vu le décret n° 49-915 du 4 juillet 1949 fixant les modalités de rémunération des agents appelés à participer à l'enquête agricole de l'année 1949;

Vu le décret n° 49-440 du 30 mars 1949 portant relèvement de certaines indemnités pour frais de déplacement;

Le conseil des ministres entendu,

Décrète:

Art. 1er. — Il est alloué aux secrétaires des commissions communales de statistique chargés de la centralisation des déclarations et de l'établissement des registres de culture une indemnité de 3 F par déclaration enregistrée, soit 3 F pour la déclaration de culture de céréales de printemps, 3 F pour la déclaration de récolte de céréales en automne.

Ils recevront en outre une indemnité forfaitaire de 300 F pour l'établissement de l'état communal de la statistique agricole. Ils pourront recevoir, sur avis du directeur départemental des services agricoles, une indemnité supplémentaire de 40 à 200 F pour bonne exécution du travail; toutefois, cette indemnité ne pourra être attribuée que dans 10 p. 100 des communes au maximum (taux moyen: 120 F).

Art. 2. — Les contrôleurs des commissions communales (contrôles dits de « redressement ») seront remboursés de leurs frais de déplacement dans les conditions suivantes:

1° S'ils sont fonctionnaires, ils recevront des indemnités pour frais de tournées ou pour frais de mission suivant qu'ils appartiennent ou non aux services de la direction des services agricoles, aux taux prévus par le décret du 30 mars 1949 d'après la catégorie à laquelle ils appartiennent;

2° S'ils ne sont pas fonctionnaires, ils recevront, pour une journée normale de travail, une indemnité égale aux taux prévus par le décret du 30 mars 1949 pour les fonctionnaires

rangés dans le groupe II pendant les trente premiers jours (chef de famille) soit 1.040 F; les frais de déplacement leur seront remboursés au tarif des chemins de fer en 2e classe.

Art. 3. — Les contrôleurs et les aides-contrôleurs de surfaces (contrôles dits « en profondeur ») seront remboursés de leurs frais de déplacement dans les conditions suivantes:

1° S'ils sont fonctionnaires, ils recevront des indemnités pour frais de mission, aux taux prévus par le décret du 30 mars 1949 d'après la catégorie à laquelle ils appartiennent;

2° S'ils ne sont pas fonctionnaires, les agents recrutés comme enquêteurs recevront pour une journée normale de travail une indemnité égale aux taux prévus par le décret du 30 mars 1949 pour les fonctionnaires rangés dans le groupe II pendant les trente premiers jours (chef de famille) soit 1.040 F; les frais de déplacement leur seront remboursés au tarif des chemins de fer en 2e classe;

3° S'ils ne sont pas fonctionnaires, les agents recrutés comme aides-enquêteurs recevront pour une journée normale de travail une indemnité égale aux taux prévus par le décret du 30 mars 1949 pour les fonctionnaires rangés dans le groupe IV pendant les trente premiers jours (chef de famille) soit 770 F; les frais de déplacement leur seront remboursés au tarif des chemins de fer en 3e classe.

Art. 4. — Les dépenses visées aux articles 1er, 2 et 3 du présent décret seront imputées sur les crédits de l'exercice 1950 du budget de l'agriculture du chapitre 3030 « Frais d'établissement d'enquêtes statistiques ».

Art. 5. — Le ministre de l'agriculture, le ministre des finances et des affaires économiques, le ministre du budget et le secrétaire d'Etat à la fonction publique et à la réforme administrative sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui aura effet à compter du 1er janvier 1950 et sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 3 août 1950.

R. PLEVEN.

Par le président du conseil des ministres :

*Le ministre de l'agriculture,*
PIERRE PFLIMLIN.

*Le ministre des finances et des affaires économiques,*
MAURICE-PETSCHE.

*Le ministre du budget,*
EDGAR FAURE.

*Le secrétaire d'Etat à la fonction publique et à la réforme administrative,*
PIERRE MÉTAYER.

## MINISTERE DE LA SANTE PUBLIQUE ET DE LA POPULATION

**Modification de l'article 1er de l'arrêté du 4 octobre 1949 fixant les conditions de recrutement des médecins, chirurgiens, spécialistes, internes en médecine et en pharmacie, pharmaciens et chirurgiens dentistes des établissements nationaux de bienfaisance.**

Le ministre de la santé publique et de la population,

Vu le décret n° 46-2253 du 16 octobre 1946 relatif aux indemnités allouées au personnel des établissements nationaux de bienfaisance;

Vu l'arrêté du 4 octobre 1949 fixant les conditions de recrutement des médecins, chirurgiens, spécialistes, internes en médecine et en pharmacie, pharmaciens et chirurgiens dentistes des établissements nationaux de bienfaisance, à l'exclusion de ceux de la clinique ophtalmologique de l'hospice national des Quinze-Vingts;

Vu l'avis du directeur général de l'hygiène publique et des hôpitaux;

Sur la proposition du directeur adjoint de l'administration générale du personnel et du budget,

Arrête:

Art. 1er. — Est modifié comme suit l'article 1er de l'arrêté du 4 octobre 1949 susvisé:

« Les médecins, chirurgiens, spécialistes, internes en médecine et en pharmacie, pharmaciens et chirurgiens dentistes des établissements nationaux de bienfaisance, à l'exclusion de ceux de la clinique ophtalmologique de l'hospice national des Quinze-Vingts et du médecin résident à la maison maternelle nationale de Saint-Maurice, dotés par ailleurs de règlements spéciaux, sont désignés à la suite de concours sur épreuves ouverts en principe pour chaque place vacante dans les établissements intéressés ».

. . . . . .

(Le reste sans changement.)

Art. 2. — Le directeur adjoint de l'administration générale du personnel et du budget est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Paris, le 28 juillet 1950.

*Le ministre de la santé publique et de la population,*
Pour le ministre et par délégation:
*Le directeur du cabinet,*
ROGER GOUINGUENET.

# INFORMATIONS PARLEMENTAIRES

## ASSEMBLEE NATIONALE

ANNÉE 1950

**Ordre du jour du vendredi 4 août 1950.**

**A neuf heures trente. — 1re SÉANCE PUBLIQUE**

**1.** — Nomination, par suite de vacances, de membres de commissions.

**2.** — Vote du projet de loi relatif au déclassement d'une partie du domaine de la fortification de la place de Nemours (Algérie). (Nos 9167-10725. — M. Henri Jeanmot, rapporteur.) (Sous réserve qu'il n'y ait pas débat.)

**3.** — Vote du projet de loi relatif au déclassement d'une partie du domaine de la fortification de la place de Laghouat (Algérie). (Nos 9166-10726. — M. Henri Jeanmot, rapporteur.) (Sous réserve qu'il n'y ait pas débat.)

**4.** — Vote du projet de loi relatif au déclassement d'une partie de la zone de fortifications de la place de Miliana (Algérie). (Nos 9165-10727. — M. Henri Jeanmot, rapporteur.) (Sous réserve qu'il n'y ait pas débat.)

**5.** — Vote du projet de loi portant prorogation de la concession du pavillon de Marsan à l'union centrale des arts décoratifs. (Nos 9918-10813. — Mme Lempereur, rapporteur.) (Sous réserve qu'il n'y ait pas débat.)

**6.** — Vote du projet de loi autorisant le Président de la République à ratifier la convention d'Union internationale de Berne, revisée pour la protection des œuvres littéraires et artistiques, conclue à Bruxelles le 26 juin 1948. (Nos 7900-10814. — M. Deixonne, rapporteur.) (Sous réserve qu'il n'y ait pas débat.)

**7.** — Vote de la proposition de loi de M. Rivet tendant à ouvrir un crédit d'un million comme secours aux sinistrés de la ville de Cuzco. (Nos 10372-10636. — M. Dusseaulx, rapporteur.) (Sous réserve qu'il n'y ait pas débat.)

**8.** — Vote des propositions de loi: 1° de M. Gabelle et plusieurs de ses collègues tendant à faire considérer comme des salaires, pour l'établissement de l'impôt, les gains réalisés dans l'exercice de leur profession par les gérants des maisons d'alimentation à succursales multiples et des coopératives de consommation; 2° de M. Marcel Noël et plusieurs de ses collègues tendant à assimiler les gains perçus, dans l'exercice de leur métier, par les gérants des maisons à succursales multiples non salariés, aux traitements et salaires prévus au premier alinéa de l'article 70 du décret du 9 décembre 1948 portant réforme fiscale. (Nos 8416-9047-10791. — M. Gabelle, rapporteur.) (Sous réserve qu'il n'y ait pas débat.)

**9.** — Vote de la proposition de loi de M. Albert Schmitt et plusieurs de ses collègues tendant à accorder certains avantages à des catégories de fonctionnaires ayant exercé avant la guerre de 1939-1945 dans les départements du Haut-Rhin, du Bas-Rhin et de la Moselle et ayant quitté ces départements par suite des évènements de guerre. (Nos 5515, 7917, 10798. — M. Mondon, rapporteur.) (Sous réserve qu'il n'y ait pas débat.)

**10.** — Vote de la proposition de loi de MM. Ramarony et Sourbet tendant à compléter la loi du 2 juillet 1850 dite « Loi Grammont » sur la protection des animaux. (Nos 9839, 10764. — M. Defos du Rau, rapporteur.) (Sous réserve qu'il n'y ait pas débat.)

**11.** — Vote des propositions de loi: 1° de M. Marcel Hamon et plusieurs de ses collègues tendant à modifier les articles 11 et 14 de la loi du 22 septembre 1948 sur la refonte des pensions des inscrits maritimes; 2° de M. Signor et plusieurs de ses collègues tendant à exonérer de la cotisation à la caisse de retraites des marins, les inscrits maritimes âgés de soixante-cinq ans et plus et à compléter dans ce sens l'article 16 de la loi du 22 septembre 1948; 3° de M. Signor et plusieurs de ses collègues tendant à modifier l'article 4 et l'article 12 de la loi du 22 septembre 1948 portant réforme du régime des pensions des marins français du commerce et de la pêche; 4° de M. Reeb et plusieurs de ses collègues tendant à préciser et à modifier l'article 12 de la loi du 22 septembre 1948 sur les pensions de retraites des marins; 5° de M. Voure'h, sénateur et plusieurs de ses collègues tendant à compléter l'article 8 (§ 1er) de la loi du 12 avril 1941 relative au régime des pensions des marins de commerce (dispositions concernant les articles5, 8, 9 et 10 du deuxième rapport supplémentaire, art. 1er et 5 nouveaux). (Nos 5905-5998-8267-8586-7932-9172-9358-10491-10838. — M. Yvon, rapporteur.) (Sous réserve qu'il n'y ait pas débat.)

**12.** — Vote, en deuxième lecture, du projet de loi relatif à la perception d'une indemnité à titre de sanction des infractions à la police

des chemins de fer, des transports publics de voyageurs par route et des gares routières. (Nos 10685-10777. — M. Bour, rapporteur.) (Sous réserve qu'il n'y ait pas débat.)

13. — Vote de la proposition de loi de M. Aubry et plusieurs de ses collègues tendant à instituer au ministère des anciens combattants une promotion spéciale dans l'ordre de la Légion d'honneur en faveur des « aveugles de la résistance ». (Nos 9118-10058. — M. Durroux, rapporteur.) (Sous réserve qu'il n'y ait pas débat.)

14. — Vote du projet de loi tendant à étendre le bénéfice des retraites mutualistes instituées par la loi du 4 août 1923 aux combattants de la guerre 1939-1945 et aux ayants cause des combattants morts pour la France au cours de la guerre 1939-1945. (Nos 10255-10663. — M. Touchard, rapporteur.) (Sous réserve qu'il n'y ait pas débat.)

15. — Vote de la proposition de loi de M. Furaud tendant à créer une promotion spéciale dans l'ordre de la Légion d'honneur dite « promotion de l'énergie » à l'occasion du cinquantième anniversaire de l'institut électro-technique de Grenoble. (Nos 9990-10766. — M. Lespès, rapporteur.) (Sous réserve qu'il n'y ait pa débat.)

16. — Vote, en deuxième lecture, de la proposition de loi tendant à modifier les conditions dans lesquelles sont institués les comités d'entreprises (vote au scrutin public, à la majorité absolue des membres composant l'Assemblée nationale [2e inscription]). (Nos 9425-9586-10769. — M. Mazier, rapporteur.) (Sous réserve qu'il n'y ait pas débat.)

17. — Vote de la proposition de loi de M. Gautier et plusieurs de ses collègues portant prorogation des articles 11 et 21 de la loi n° 46-935 du 7 mai 1946, modifiés par la loi n° 48-182 du 21 mars 1948 et par la loi n° 49-1100 du 2 août 1949 relatives aux jardins ouvriers. (Nos 9762-10770. — M. Musmeaux, rapporteur.) (Sous réserve qu'il n'y ait pas débat.)

18. — Suite de la discussion du projet de loi instituant diverses mesures tendant à apporter une aide financière aux victimes des calamités agricoles. (Nos 10828, 10875. — M. Abelin, rapporteur.)

19. — Discussion: I. Du projet de loi modifiant la loi du 3 janvier 1924 relative aux chambres d'agriculture. II. Des propositions de loi: 1° de M. Jean-Raymond Guyon et plusieurs de ses collègues tendant à l'organisation des offices agricoles départementaux; 2° de MM. Jacques Bardoux et Dixmier tendant à accroître les ressources et l'action des chambres d'agriculture. III. De la proposition de résolution de M. Jean Masson et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à provoquer les élections complémentaires aux chambres d'agriculture par application de la loi du 3 janvier 1924 (dispositions relatives au régime électoral des chambres d'agriculture). (Nos 10218, 4212, 7178, 7422, 10850. — M. Lalle, rapporteur.)

20. — Discussion du projet de loi et de la lettre rectificative au projet de loi relatif à l'aide à la construction. (Nos 10760, 10824, 10855, 10866, 10877. — M. Charles Barangé, rapporteur général.)

21. — Discussion du projet de loi tendant à instituer une ristourne sur certains carburants utilisés pour la traction mécanique en agriculture. (Nos 10763, 10894. — M. Abelin, rapporteur.)

22. — Suite de la discussion, en deuxième lecture, du projet de loi relatif au développement des crédits affectés aux dépenses de fonctionnement des services civils pour l'exercice 1950 (Finances et affaires économiques. — I. Finances). (Nos 10654, 10788. — M. Charles Barangé, rapporteur général.)

23. — Discussion, en deuxième lecture, du projet de loi relatif au développement des crédits affectés aux dépenses de fonctionnement des services civils pour l'exercice 1950 (Industrie et commerce). (Nos 10797, 10839. — M. Charles Barangé, rapporteur général. — Rapporteur spécial: M. Blocquaux.)

24. — Discussion, en deuxième lecture, du projet de loi relatif au développement des crédits affectés aux dépenses de fonctionnement des services civils pour l'exercice 1950 (Présidence du conseil). (Nos 10816, 10841. — M. Charles Barangé, rapporteur général. — Rapporteur spécial: M. Guy Petit.)

25. — Discussion, en deuxième lecture, du projet de loi relatif au développement des crédits affectés aux dépenses de fonctionnement des services civils pour l'exercice 1950 (Affaires étrangères). — II. Commissariat général aux affaires allemandes et autrichiennes). (Nos 10819, 10840. — M. Charles Barangé, rapporteur général. — Rapporteur spécial: M. Dusseaulx.)

26. — Discussion, en deuxième lecture, du projet de loi relatif au développement des crédits affectés aux dépenses de fonctionnement des services civils pour l'exercice 1950 (Education nationale). (Nos 10834, 10886. — M. Charles Barangé, rapporteur général. — Rapporteurs spéciaux: MM. Simonnet et Marcel David.)

27. — Discussion, en deuxième lecture, du projet de loi relatif au développement des crédits affectés aux dépenses de fonctionnement des services civils pour l'exercice 1950 (Radiodiffusion française). (Nos 10845, 10880. — M. Charles Barangé, rapporteur général.)

28. — Discussion, en deuxième lecture, du projet de loi relatif au développement des crédits affectés aux dépenses de fonctionnement des services civils pour l'exercice 1950 (Finances et affaires économiques. — II. Affaires économiques). (Nos 10846, 10887. — M. Charles Barangé, rapporteur général. — Rapporteur spécial: M. Gilles Gozard.)

29. — Discussion, en deuxième lecture, du projet de loi relatif au développement des dépenses civiles d'investissement pour l'exercice 1950 (Travaux neufs, subventions et participations en capital). (Nos 10842, 10825. — M. Charles Barangé, rapporteur général.)

30. — Discussion, en deuxième lecture, du projet de loi relatif à l'amélioration de la situation des anciens combattants et victimes de la guerre. (N° 10872).

31. — Discussion, en deuxième lecture, du projet de loi relatif au développement des crédits affectés aux dépenses de fonctionnement des services civils pour l'exercice 1950.

Anciens combattants et victimes de la guerre. (N° 10871.)

32. — Discussion, en deuxième lecture, de la proposition de loi modifiant l'article 27 du décret du 29 juillet 1939 relatif à la famille et à la natalité française. (N° 10885.)

33. — Discussion, en deuxième lecture, de la proposition de loi modifiant le régime des allocations familiales agricoles. (N° 10893.)

34. — Discussion, en deuxième lecture, du projet de loi relatif au développement des crédits affectés aux dépenses de fonctionnement des services civils pour l'exercice 1950 (Prestations familiales agricoles). (N° 10896.)

35. — Discussion, en deuxième lecture, de la proposition de loi tendant à modifier l'article 6 de la loi n° 46-2389 du 28 octobre 1946 sur les dommages de guerre. (Nos 9331, 9595. — M. Lareppe, rapporteur.)

36. — Discussion, en deuxième lecture, de la proposition de loi renforçant le contrôle de l'Etat sur les organismes de sécurité sociale. (Nos 8628, 10642. — M. Moisan, rapporteur.)

37. — Discussion, en deuxième lecture, de la proposition de loi tendant à réglementer l'emploi de certains produits d'origine végétale dans les boissons non alcooliques en vue de protéger la santé publique. (Nos 10192, 10378, 10595. — M. Paul Boulet, rapporteur.)

38. — Discussion, en deuxième lecture, de la proposition de loi tendant à étendre le bénéfice de la sécurité sociale aux étudiants atteints d'une affection de longue maladie avant le 1er janvier 1949. (Nos 9973, 10693. — M. Segelle, rapporteur.)

39. — Discussion, en deuxième lecture, de la proposition de loi tendant à étendre le bénéfice de la retraite prévue par la loi du 22 juillet 1922 aux agents des services publics réguliers de voyageurs et de marchandises. (Nos 10682, 10869. — M. Dutard, rapporteur.)

40. — Suite de la discussion, en deuxième lecture, de la proposition de loi établissant le statut des déportés du travail. (Nos 10321-10661. — M. Mouton, rapporteur.)

41. — Discussion, en deuxième lecture, de la proposition de loi tendant à modifier le décret-loi du 29 octobre 1936. (Nos 10622-10765. — M. Deixonne, rapporteur.)

42. — Discussion, en deuxième lecture, de la proposition de loi tendant à prévoir les moyens de transport suffisants et à prendre toutes dispositions utiles d'urgence, pour permettre aux musulmans d'Afrique du Nord, d'Afrique occidentale française, d'Afrique équatoriale française, de Madagascar, des Comores, de la Réunion et de la Côte française des Somalis de se rendre annuellement en pèlerinage à La Mecque. (Nos 10709-10776. — M. Louis Martel, rapporteur.)

43. — Discussion, en deuxième lecture, de la proposition de loi portant extension à l'Algérie de la loi n° 49-1111 du 2 août 1949 majorant les indemnités dues au titre des législations sur les accidents du travail. (Nos 10870, 10876. — M. Rabier, rapporteur.)

44. — Eventuellement, discussion en deuxième lecture, de textes amendés par le Conseil de la République (textes budgétaires et textes demandés par les commissions compétentes).

**A quinze heures.** — 2e SÉANCE PUBLIQUE

1. — Réponses des ministres aux dix questions orales suivantes:

I. — M. Virgile Barel expose à M. le ministre de l'agriculture que les producteurs de lait de Saint-Martin-Vésubie (alpages du Boréon) (Alpes-Maritimes) demandent au Gouvernement de reconsidérer les sanctions qui leur furent infligées et donnent les raisons suivantes: 1° ces producteurs ont obéi aux directives syndicales nationales de la F. N. S. E. A.; 2° cette affaire se situe dans le cadre de la circulaire ministérielle d'amnistie (n° 3080), en date du 6 novembre 1948; 3° un effort sérieux a été fait et les livraisons ont pu passer de 1.344 litres en novembre 1947 à 5.094 litres en novembre 1948; 4° les trois personnes responsables de cette collectivité des producteurs de lait du Boréon sont dans l'impossibilité absolue de payer, malgré la diminution de l'amende accordée précédemment (50 p. 100 environ), de la baisse du prix du lait et la suppression de la caisse de compensation imposée par le Gouvernement. Il lui demande s'il compte décider l'annulation pure et simple de cette amende. (Deuxième appel.)

II. — Mme Germaine Poinso-Chapuis demande à M. le ministre des finances et des affaires économiques: 1° si des dispositions transitoires ont été prévues, en ce qui concerne les retraités des collectivités locales exerçant une activité supplémentaire, pour compléter leurs ressources, dans le cadre de l'Etat ou de la commune, étant fait remarquer que le plafond actuellement fixé pour le cumul des retraites et salaires, soit 272.000 F, est automatiquement dépassé par l'attribution aux intéressés des avances de péréquation et de la péréquation elle-même; 2° si, en attendant le relèvement de ce plafond, des instructions ont été données aux contrôleurs des contributions directes pour que les intéressés ne soient pas victimes de l'existence d'un plafond notablement trop bas. (Deuxième appel.)

III. — M. Jacques Fonlupt-Esperaber expose à M. le secrétaire d'Etat à la fonction publique et à la réforme administrative que des fonctionnaires condamnés par les chambres civiques à la peine de la dégradation nationale et auxquels il a été fait remise, par voie de la grâce, de la déchéance du droit à pension attachée à cette condamnation, voient opposer, à leur demande d'octroi d'une pension de retraite, le fait qu'ils ont été, par ailleurs, l'objet d'une mesure administrative les privant de ce droit à pension. La règle de l'indépendance réciproque — sauf les réserves qu'il n'y a pas lieu de rappeler ici — des décisions des juridictions répressives et des décisions disciplinaires ne saurait être contestée. Il n'en reste pas moins que le refus ou les difficultés ainsi opposés à des fonctionnaires qu'il a paru équitable de relever de la déchéance du droit à pension aboutissent à mettre en échec la décision de grâce et à la priver de ses effets. Il lui demande: 1° si le Gou-

vernement n'a pas arrêté, sur ce point, une règle de pratique en vertu de laquelle la mesure disciplinaire cesse d'être appliquée à la suite de l'intervention de la mesure de grâce. Il croit savoir qu'ont bénéficié de cette pratique équitable certains fonctionnaires condamnés par la haute cour de justice et souhaite que les fonctionnaires et agents de l'Etat, de rang plus modeste, soient appelés à bénéficier du même traitement; 2° éventuellement, les décisions prises par le Gouvernement sur cette question.

IV. — M. Virgile Barel expose à M. le ministre des finances et des affaires économiques que les producteurs de lait des Alpes-Maritimes se plaignent des difficultés énormes qu'ils rencontrent, étant donné leur situation géographique très particulière. La nécessité absolue de conserver une production laitière a été reconnue par les pouvoirs publics, malgré un prix de revient assez élevé par rapport à d'autres départements plus particulièrement favorisés. Il rappelle que le préfet des Alpes-Maritimes a pu faire cette déclaration significative à une délégation de la Confédération générale de l'agriculture, le 28 octobre 1919: « La production de lait dans notre département est une hérésie économique, mais une hérésie nécessaire ». Aussi, pour maintenir la production laitière dans les Alpes-Maritimes, tant dans l'intérêt des producteurs que des consommateurs, il est indispensable d'obtenir la reconduction de la caisse de compensation, qui vient d'être supprimée par décret ministériel. Il lui demande que les mesures il compte prendre pour assurer les moyens d'existence aux producteurs de lait des Alpes-Maritimes et permettre un prix normal pour les consommateurs.

V. — M. Edouard Depreux demande à M. le ministre de la reconstruction et de l'urbanisme s'il est exact qu'en fait, les crédits accordés par la loi n° 49-310 du 8 mars 1949 (soit 60 millions) n'ont pas été utilisés intégralement, puisque, notamment, l'office de la ville de Paris et l'office du département de la Seine, qui se proposaient de contracter des emprunts devant donner lieu à leur profit à l'application de l'article 30 de la loi du 8 mars 1949 sur les bonifications d'intérêts se sont trouvés dans l'impossibilité de trouver des prêteurs acceptant de leur consentir des prêts dans les conditions fixées par ledit article 30 de la loi du 8 mars 1949.

VI. — M. Yacine Diallo signale à M. le ministre de la France d'outre-mer que le quotidien *La Guinée française*, dont la direction et l'administration se trouvent au bureau d'information du gouvernement local, ne fait pas figurer, sur ses exemplaires, le nom de son directeur. Il lui demande les mesures qu'il compte prendre pour faire respecter les lois sur la presse, par les autorités locales, en Guinée française.

VII. — M. Joseph Denais demande à M. le ministre de la justice s'il n'y a pas extension abusive de la législation autorisant le changement de patronyme pour raison sérieuse, lorsqu'on accorde ce changement à toutes personnes portant les noms de Lévy, de Dreyfus, de Weill, etc., comme si ces noms comportaient un discrédit particulier pour qui les porte.

VIII. — M. Joseph Denais demande à M. le ministre des finances et des affaires économiques quelle serait la recette budgétaire que produirait l'assujettissement à la taxe proportionnelle de 18 p. 100: 1° des traitements et salaires payés par l'Etat; 2° des traitements et salaires payés par les entreprises nationalisées; 3° des traitements et salaires payés par les employeurs du secteur privé.

IX. — M. Edouard Ramonet signale à M. le ministre de l'agriculture les activités d'une distillerie, traitant la betterave, dans les environs immédiats de Châteauroux, et souligne qu'au cours des hivers des années 1948-1949 le ravitaillement en eau d'une agglomération de 45.000 habitants a été dangereusement compromis par les défaillances regrettables de cette distillerie. Il lui rappelle les protestations unanimes du conseil municipal de la ville et les arrêtés qui ont conduit à la fermeture de l'usine, et lui demande: 1° quelles prévisions ont été faites par les services agricoles de l'Indre; 2° quelles mesures seront envisagées pour la défense des intérêts légitimes des agriculteurs — en la circonstance les planteurs de betteraves — au cas où l'industriel se refuserait à exécuter, en temps utile, les mesures prévues par la loi.

X. — M. Rosan Girard expose à M. le ministre des finances et des affaires économiques le cas d'un fonctionnaire du cadre des contributions diverses en service à la Guadeloupe, qui promu depuis le 1er janvier 1956 contrôleur principal de 2e classe et proposé par ses chefs « pour le grade supérieur », a été, par arrêté ministériel du 23 juillet 1949, maintenu comme contrôleur principal de 2e classe des contributions indirectes et intégré avec le même grade, à compter du 1er janvier 1948. Dans une lettre C. P. n° 45753 du M. le secrétaire d'Etat aux finances, il est indiqué que, compte tenu de la manière de servir de cet agent, et sur avis défavorable de la commission d'intégration qui comprenait des représentants du personnel, il n'a pas paru possible de nommer l'intéressé au grade supérieur. Cette décision allant à l'encontre des dispositions de la circulaire ministérielle du 6 octobre 1947, il lui demande ce qu'il compte faire pour réparer le préjudice moral et matériel causé à ce fonctionnaire.

2. — Suite de la discussion des affaires inscrites à l'ordre du jour de la première séance.

**A vingt et une heures. — 3e SÉANCE PUBLIQUE**

Suite de la discussion des affaires inscrites à l'ordre du jour de la première séance.

---

**Séances du vendredi 4 août 1950.**

Des billets, portant la date dudit jour et valables pour la journée comprennent:

*Galeries.* — Depuis M. Antier, jusques et y compris M. Auban.

*Tribunes.* — Depuis Mme Spertisse, jusques et y compris M. Thuillier.

---

**Liste des projets, propositions ou rapports mis en distribution le vendredi 4 août 1950.**

N° 10578 (1). — Proposition de résolution de M. Pierre-Henri Teitgen tendant à inviter le Gouvernement à accorder d'urgence des crédits exceptionnels au département d'Ille-et-Vilaine en raison des dommages subis par suite d'orages et de grêle par divers cantons du département (renvoyée à la commission des finances).

N° 10721. — Rapport par M. Yves Fagon, au nom de la commission de la défense nationale, sur le projet de loi et la proposition de loi tendant à regrouper en deux légions spécialisées les gendarmeries maritimes et de l'air.

N° 10729. — Rapport, par M. Yves Fagon, au nom de la commission de l'intérieur, sur la proposition de loi portant intégration dans les cadres de fonctionnaires des rédacteurs auxiliaires et temporaires des administrations centrales permanentes de l'Etat et de la préfecture de police.

N° 10736. — Proposition de loi de M. Caillavet tendant à compléter la loi n° 48-1360 du 1er septembre 1948 sur les loyers (renvoyée à la commission de la justice).

N° 10745. — Rapport, par M. Cristofol, au nom de la commission de l'intérieur, sur la proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à subventionner les collectivités locales dans la proportion de 50 p. 100 des frais d'achat des fusées paragrêles utilisées au cours de l'année 1950.

N° 10767. — Proposition de résolution de M. Bour tendant à inviter le Gouvernement à relever la limite du poids des journaux quotidiens afférente à la première tranche du barème d'affranchissement (renvoyée à la commission des moyens de communication).

N° 10768 (1). — Proposition de résolution de M. Mouchet tendant à inviter le Gouvernement à accorder d'urgence aux victimes des orages qui ont sévi en Haute-Savoie, à plusieurs reprises, un secours important et demandant que: 1° des indemnités soient accordées proportionnellement aux dégâts subis; 2° des prêts soient consentis aux agriculteurs sinistrés, à un taux très réduit; 3° des dégrèvements sur les impôts fonciers et les bénéfices agricoles (renvoyée à la commission des finances).

N° 10783. — Proposition de résolution de M. Robert Ballanger tendant à inviter le Gouvernement à étendre aux agents des collectivités locales le bénéfice des dispositions de l'article 8 du décret du 20 octobre 1947 concernant le capital décès (sécurité sociale des fonctionnaires) (renvoyée à la commission de l'intérieur).

N° 10799. — Proposition de résolution de M. Jacques Vendroux tendant à inviter le Gouvernement à prendre en considération la disproportion entre les indemnités allouées aux sinistrés par faits de guerre et celles versées aux prestataires de réquisitions, ainsi qu'à lenter de réaliser une parité dans les indemnisations allouées à ces deux catégories de dépossédés (renvoyée à la commission de la reconstruction).

N° 10800. — Projet de loi approuvant un avenant n° 2 au cahier des charges de la concession du canal du Foulon (Alpes-Maritimes) (renvoyé à la commission de l'intérieur).

N° 10801. — Proposition de loi de M. Renard tendant à compléter l'article *k* du chapitre IV *ter* du livre II du code du travail sur les congés annuels (renvoyée à la commission du travail).

N° 10855 (1) (2). — Lettre rectificative au projet de loi relatif à l'aide à la construction (renvoyée à la commission des finances).

N° 10867. — Projet de loi étendant aux magistrats de l'ordre judiciaire certaines dispositions de la loi du 19 octobre 1946 relative au statut général des fonctionnaires (renvoyé à la commission de la justice).

N° 10868. — Rapport, par M. Dusseaulx, au nom de la commission des finances, sur la proposition de loi tendant à accorder à l'Alliance française, association reconnue d'utilité publique, la garantie de l'Etat pour un emprunt de 150 millions de francs.

N° 10870 (1) (2). — Avis transmis par M. le président du Conseil de la République sur la proposition de loi, adoptée par l'Assemblée nationale, portant extension à l'Algérie de la loi n° 49-1111 du 2 août 1949 majorant les indemnités dues au titre des législations sur les accidents du travail (renvoyé à la commission de l'intérieur).

N° 10871. — (1) Avis transmis par M. le président du Conseil de la République sur le projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale, relatif au développement des crédits affectés aux dépenses de fonctionnement des services civils pour l'exercice 1950 (anciens combattants et victimes de la guerre) (renvoyé à la commission des finances).

N° 10872. — Avis transmis par M. le président du Conseil de la République sur le projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale, relatif à l'amélioration de la situation des anciens combattants et victimes de la guerre (renvoyé à la commission des finances).

N° 10875 (1) (2). — Rapport par M. Abelin au nom de la commission des finances sur le projet de loi instituant diverses mesures tendant à apporter une aide financière aux victimes des calamités agricoles.

N° 10876 (1) (2). — Rapport par M. Rabier au nom de la commission de l'intérieur sur l'avis donné par le Conseil de la République sur la proposition de loi, adoptée par l'Assemblée nationale, après déclaration d'urgence portant extension à l'Algérie de la loi n° 49-1111 du 2 août 1949 majorant les indemnités dues au titre des législations sur les accidents du travail.

N° 10877 (1) (2). — Rapport supplémentaire par M. Charles Barangé au nom de la commission des finances sur le projet de loi et la lettre rectificative au projet de loi relatif à l'aide à la construction.

N° 10878 (1) (2). — Rapport, par M. Roger Dusseaulx, au nom de la commission des finances, sur le projet de loi tendant à l'ouverture d'un crédit de 3.890.000 F pour le fonctionnement de la délégation française auprès du conseil des suppléants du pacte Atlantique.

N° 10879. — Rapport, par M. Mauroux, au nom de la commission des affaires économiques, sur l'avis donné par le Conseil de la République, sur le projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale portant modification des lois du 14 janvier 1933 et du 19 février 1906 sur les élections consulaires et suppression des chambres consultatives des arts et manufactures.

N° 10880 (1). — Rapport, par M. Charles Barangé, au nom de la commission des finances, sur l'avis donné par le Conseil de la République, sur le projet de loi adopté par l'Assemblée nationale relatif au développement des crédits affectés aux dépenses de fonctionnement des services civils pour l'exercice 1950 (radiodiffusion française).

N° 10882. — Proposition de loi de M. Guiguen tendant à compléter le code général des impôts, afin de prévoir des mesures exceptionnelles au cours de la campagne 1950 en faveur des producteurs de pommes à cidre (renvoyée à la commission des finances).

N° 10883. — Projet de loi relatif à l'introduction, dans les départements de la Guadeloupe, de la Guyane, de la Martinique et de la Réunion, des dispositions de l'ordonnance du 18 août 1945 relative au remboursement aux institutions privées des frais d'entretien et d'éducation des mineurs délinquants (renvoyé à la commission de la justice).

N° 10884 — Projet de loi étendant aux départements de la Guadeloupe, de la Guyane française, de la Martinique et de la Réunion la législation métropolitaine relative aux chambres de commerce (renvoyé à la commission des affaires économiques).

N° 10885 (1). — Avis transmis par M. le président du Conseil de la République sur la proposition de loi, adoptée par l'Assemblée nationale, modifiant l'article 27 du décret du 29 juillet 1939 relatif à la famille et à la natalité françaises (renvoyé à la commission de l'agriculture).

N° 10886 (1). — Rapport, par M. Charles Barangé, au nom de la commission des finances, sur l'avis donné par le Conseil de la République sur le projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale, relatif au développement des crédits affectés aux dépenses de fonctionnement des services civils pour l'exercice 1950 (Education nationale). — Rapporteurs spéciaux: M. Simonnet (éducation nationale), M. Marcel David (enseignement technique, éducation physique et sports).

N° 10887 (1). — Rapport, par M. Charles Barangé, au nom de la commission des finances, sur l'avis donné par le Conseil de la République sur le projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale, relatif au développement des crédits affectés aux dépenses de fonctionnement des services civils pour l'exercice 1950 (Finances et affaires économiques. — II. Affaires économiques). — Rapporteur spécial: M. Gilles Gozard.

N° 10889. — Avis transmis par M. le président du Conseil de la République sur le projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale, tendant à compléter l'article 11 et à modifier les articles 22 et 23 de l'ordonnance du 21 avril 1945 portant deuxième application de l'ordonnance du 12 novembre 1943 sur la nullité des actes de spoliation accomplis par l'ennemi ou sous son contrôle et édictant la restitution aux victimes de ces actes de ceux de leurs biens qui ont fait l'objet d'actes de disposition (renvoyé à la commission de la justice).

N° 10893. — Avis transmis par M. le président du Conseil de la République sur la proposition de loi, adoptée par l'Assemblée nationale, modifiant le régime des allocations familiales agricoles (renvoyé à la commission de l'agriculture).

N° 10894 (1). — Rapport, par M. Abelin, au nom de la commission des finances, sur le projet de loi tendant à instituer une ristourne sur certains carburants utilisés pour la traction mécanique en agriculture.

N° 10895 (1). — Rapport, par M. Charles Barangé, au nom de la commission des finances, sur l'avis donné par le Conseil de la République sur le projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale, relatif au développement des dépenses civiles d'investissement pour l'exercice 1950 (Travaux neufs, subventions et participations en capital).

N° 10896 (1). — Avis transmis par M. le président du Conseil de la République sur le projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale, relatif au développement des services civils pour l'exercice 1950 (Prestations familiales agricoles) (renvoyé à la commission des finances).

(1) Le tirage de ce document est limité aux besoins de Mmes et MM. les députés et des services de l'Assemblée nationale.

(2) Ce document a été mis à la disposition de Mmes et MM. les députés le 3 août 1950.

N° 10897. — Avis transmis par M. le président du Conseil de la République sur la proposition de loi, adoptée par l'Assemblée nationale, complétant l'article 17 (alinéa 3) de la loi n° 48-1306 du 23 août 1948 portant modification du régime de l'assurance vieillesse (renvoyé à la commission du travail et de la sécurité sociale).

N° 10898. — Avis transmis par M. le président du Conseil de la République sur le projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale, modifiant les articles 39, 40 et 182 du décret n° 46-2769 du 27 novembre 1946 portant organisation de la sécurité sociale dans les mines (renvoyé à la commission de la production industrielle).

## Commission de l'agriculture.

(*Séance du mercredi 2 août 1950.*)

*Présents.* — MM. Baurens, Boccagny, Bocquet, Mme Boutard, MM. Cerclier, Charpentier, Delcos, Farinez, Lalle, Lamarque-Cando, Lambert (Lucien) (Bouches-du-Rhône), Laurens (Camille) (Cantal), Lucas, Montagnier, Moussu, Olmi, Orvoen, Perdon (Hilaire), Pirot, Pouyet, Prigent (Tanguy) (Finistère), Reille-Soult, Rincent, Rochet (Waldeck), Roulon, Sesmaisons (de), Sourbet, Temple, Terpend, Gérard Vée.

*Excusé.* — M. Villard.

*Suppléants.* — M. Mondon (de M. Kauffmann), Mme Douteau (de Mme Marie Lambert), MM. Deshors (de M. Legendre), Durroux (de M. Masson), Blanchet (de M. Paumier), Besset (de M. Ruffe), Greffier (de M. Tricart), Dumet (de M. Zunino).

## Commission de la presse.

(*Séance du mercredi 2 août 1950.*)

*Présents.* — MM. Antier, Baylet, Boubey (Jean), Brusset (Max), Mme Degrond, MM. Desson, Félix, Gosset, Hugonnier, Hutin-Desgrées, Jouve (Géraud), Malloz, Mercier (André-François) (Deux-Sèvres), Noël (André) (Puy-de-Dôme), Poimbœuf, Pourtalet, Rivet, Schauffler (Charles), Terpend, Thuillier, Verneyras, Wagner.

*Excusé.* — M. Lefèbre-Pontalis.

*Suppléants.* — Mme Rayraud (de M. d'Astier de la Vigerie), MM. Musmeaux (de M. Barel), Michaud (de M. Barrot), Viard (de M. Ben Tounes), Guilbert (de M. Bichet), Mme Douteau (de M. Biscarlet), MM. Desgouttes (de M. Chaban-Delmas), Gros (de M. Dreyfus-Schmidt), Hugues (de M. Galy-Gasparrou), Mme Schell (de M. Grenier), MM. Julian (de M. Kriegel-Valrimont), Bas (de Mlle Lamblin), Bèche (de M. Jean Meunier), Dominjon (de M. Mont), Mme Rocca (de M. Marcel Noël), MM. Sion (de M. Noguères), Girardot (de M. Pierrard).

## Commission des finances.

1re *séance du jeudi 3 août 1950.*

*Présents.* — MM. Abelin, Aubry, Barangé (Charles), Courant, David (Marcel), Dupraz, Dupuy (Marc), Dusseaulx, Gaillard, Garcia, Guesdon, Guyon (Jean-Raymond), Jean-Moreau, Lamps, Laniel (Joseph), Lecourt, Palewski, Paumier, Truffaut.

*Suppléants.* — M. Tanguy Prigent (de M. Dagain), M. Waldeck Rochet (de M. Jacques Duclos), M. Charpentier (de M. Bloquaux), M. Jean Deshors (de M. Guy Petit), M. Cerclier (de M. Gilles Gozard), M. Triboulet (de M. Paul Reynaud).

*Assistaient en outre à la séance.* — MM. Ramarony, Finet, Siefridt, Mondon.

2e *séance du jeudi 3 août 1950.*

*Présents.* — MM. Abelin, Aubry, Auguet, Barangé (Charles), Courant, David (Marcel), Dupuy (Marc), Dusseaulx, Gabelle, Gaillard, Guesdon, Guyon (Jean-Raymond), Jean-Moreau, Lamps, Lecourt, Mendès-France, Meunier (Pierre), Palewski, Paumier, Simonnet.

*Suppléants.* — M. Jean Deshors (de M. Guy Petit), M. G. Vée (de M. Dagain), M. Tanguy Prigent (de M. Gozard).

## Commission de l'intérieur.

*Séance du jeudi 3 août 1950.*

*Présents.* — MM. Allonneau, Ballanger (Robert) (Seine-et-Oise), Borra, Djemad, Fagon (Yves), Fievez, Hugues (Emile) (Alpes-Maritimes), Mme Lefebvre (Francine) (Seine), MM. L'Huillier (Waldeck), Rabier, Serre.

*Excusés.* — MM. Coste-Floret (Alfred), Lefèvre-Pontalis.

*Suppléants.* — MM. Darou (de M. Wagner), Rigal (Albert) (de M. Ginestet), Fily Dabo Sissoko (de M. Véry), Cherrier (de M. Liante), Bianchini (de M. Badiou), Mme Reynaud (de M. Martyl), MM. Draveny (de M. Cordonnier), Gros (de M. d'Astier de la Vigerie), Fayet (de M. Cristofol), Marcel Noël (de M. Albert Petit), Berger (de Mme Sportisse), Mme François (de M. Servin), M. Juge de M. Dreyfus-Schmidt).

### Commission de la reconstruction et des dommages de guerre.

*Séance du jeudi 3 août 1950.*

*Présents.* — MM. Coudray, Crouzier, Darou, Dézarnaulds, Elain, Jaret, Guiguen, Hénault, Lareppe, Le Coutaller, Mme Nautré, MM. Nisse, Siefridt, Sigrist, Thiriet, Triboulet, Yvon.

*Excusé.* — M. Schmitt (René) (Manche).

*Suppléant.* — M. Mondon (de M. Wolff).

### Commission chargée d'enquêter sur les faits relatés par M. le président du conseil dans sa déclaration du 17 janvier 1950.

*Séance du jeudi 3 août 1950.*

*Présents.* — MM. Arnal, Delahoutre, Diallo (Yacine), Duveau, Fagon (Yves).

### Convocations de commissions.

La commission de l'agriculture se réunira le vendredi 4 août 1950, à neuf heures (local de la commission n° 232):

Avis sur le projet de loi n° 10763: ristourne sur les carburants agricoles.

La commission des finances se réunira le vendredi 4 août 1950, à dix heures trente et, éventuellement, à quinze heures trente (local de la commission des finances):

I. — Avis transmis par M. le président du Conseil de la République sur le projet de loi relatif aux dépenses de fonctionnement des services civils pour 1950:

Anciens combattants et victimes de la guerre. — M. Aubry, rapporteur.

II. — Eventuellement, projets de loi examinés par le Conseil de la République.

III. — Avis sur un projet de décret concernant la répartition de crédits ouverts au ministère de la reconstruction et de l'urbanisme.

IV. — Désignation d'un vice-président et de rapporteurs spéciaux pour les budgets de la France d'outre-mer (dépenses militaires), de la marine marchande et de la radiodiffusion française.

La commission des pensions se réunira le vendredi 4 août 1950, à onze heures (local de la commission n° 206):

Statut des déportés du travail.

### Réunions de commissions du vendredi 4 août 1950.

Commission de l'agriculture, à neuf heures. — Local n° 232.

Commission des finances, à dix heures trente et, éventuellement, à quinze heures trente. — Local de la commission.

Commission des pensions, à onze heures. — Local n° 206.

## CONSEIL DE LA REPUBLIQUE

ANNÉE 1950

### Commission de la famille, de la population et de la santé publique.

*Séance du jeudi 3 août 1950.*

*Présents.* — M. Bonnefous (Raymond), Mme Brossolette (Gilberte Pierre-), MM. Lafay (Bernard), Le Basser, Molle (Marcel), N'Joya (Arouna), Vourc'h.

*Excusés.* — M. Bordeneuve, Mme Cardot.

*Suppléante.* — Mme Girault (de Mme Yvonne Dumont).

### Commission des finances.

*1re séance du jeudi 3 août 1950.*

*Présents.* — MM. Chapalain, Courrière, Demusois, Diethelm (André), Emilien Lieutaud, Montalembert (de), Roubert (Alex).

*Suppléants.* — MM. Abel-Durand (de M. Grenier), Charles Barret (de M. Maroger), Cordier (de M. Fléchet), Bénigne Fournier (de M. Ignacio-Pinto), Gaspard (de M. Landry), Le Guyon (de M. Litaise), Restat (de M. Avinin), Robert (de M. Duchet).

*2e séance du jeudi 3 août 1950.*

*Présents.* — MM. Alric, Avinin, Berthoin (Jean), Chapalain, Courrière, Diethelm (André), Ignacio-Pinto (Louis), Emilien Lieutaud, Litaise, Maroger (Jean), Jacques Masteau, Minvielle, Montalembert (de), Pellenc, Roubert (Alex), Sailer, Slafer, Walker (Maurice).

*Suppléants.* — MM. Clavier (de M. Landry), Estève (de M. Debû-Bridel), de Gouyon (de M. Fléchet), Poisson (de M. Boudet), Robert (de M. Duchet).

*3e séance du jeudi 3 août 1950.*

*Présents.* — MM. Alric, Berthoin (Jean), Courrière, Demusois, Diethelm (André), Ignacio-Pinto (Louis), Emilien Lieutaud, Jacques Masteau, Minvielle, Montalembert (de), Pellenc, Roubert (Alex), Sclafer, Walker (Maurice).

*Suppléants.* — MM. Clavier (de M. Landry), Estève (de M. Debû-Bridel), de Gouyon (de M. Grenier), Robert (de M. Duchet), Rupied (de M. Fléchet).

### Commission de la France d'outre-mer.

*Séance du jeudi 3 août 1950.*

*Présents.* — MM. Coupigny, Doucouré (Amadou), Drônne, Gustave, Ignacio-Pinto (Louis), M'Bodje (Mamadou), Bazac, Romani, Rucart (Marc), Sigué (Nouhoum).

*Excusés.* — MM. Bechir Sow, Cozzano, Dia (Mamadou), Mme Eboué, MM. Lagarrosse, Vauthier.

*Suppléants.* — MM. Jozeau-Marigné (de M. Plait), Aubé (de M. Durand-Réville), Poisson (de M. Claireaux), André (de M. Serrure), Raynouard (de M. Lassalle-Séré), de Montullé (de M. Lafleur), Djamah Ali (de Mme Jane Vialle), Charles Cros (de M. Ousmane Socé Diop), Okala (de M. Verdeille), Pouget (de Mme Crémieux), Abel-Durand (de M. Depreux), Bouquerel (de M. Grassard).

### Commission de l'intérieur (administration générale, départementale et communale, Algérie).

*Séance du jeudi 3 août 1950.*

*Présents.* — MM. Bonnefous (Raymond), Bozzi, Mme Devaud, MM. Dumas (François), Le Basser, Lodéon, Rupied, Sisbane (Chérif), Zussy.

*Excusé.* — M. Champeix.

*Suppléants.* — MM. Driant (de M. Muscatelli), Pouget (de M. Borgeaud), Vourc'h (de M. Fouques-Duparc), Westphal (de M. Lionel Pélerin).

### Commission de la marine et des pêches.

*Séance du jeudi 3 août 1950.*

*Présents.* — MM. Abel-Durand, Denvers, Ferracci, Le Digabel, Mostefaï (El Hadi), Sisbane (Chérif), Vourc'h.

*Excusés.* — MM. Brunet (Louis), Claireaux, Mme Eboué, MM. de Gouyon, de Gracia, Jaouen (Yves), Jézéquel, Kalenzaga, Lassalle-Séré, Léger, Léonetti, Razac, Rochereau, Romani, Symphor, Tellier, Tucci.

### Commission des moyens de communication, des transports et du tourisme.

*Séance du jeudi 3 août 1950.*

*Présents.* — MM. Boisrond, Denvers, Dubois (René), Dumas, Fleury, Gracia (Lucien de), Hébert, Lodéon, Pouget (Jules), Robert (Paul).

*Excusés.* — MM. Cayrou, Fouques-Duparc, Pinton.

### Commission de la presse, de la radio et du cinéma.

*Séance du jeudi 3 août 1950.*

*Présents.* — MM. Bène (Jean), Chazelle, Corniglion-Molinier (général), Dulin, Gaspard, Houcke, Lamousse, Emilien Lieutaud, Marcilhacy, Maupeou (de).

*Suppléant.* — M. Rabouin (de M. Debû-Bridel).

### Commission de la production industrielle.

*Séance du jeudi 3 août 1950.*

*Présents.* — MM. Armengaud, Aubé (Robert), Barret (Charles), Boasch, Delfortrie, Depreux (René), Gautier (Julien), Léger, Longchambon, Marchant, Novat, Piales, Tharradin, Vanrullen, Villoutreys (de).

### Commission de la reconstruction et des dommages de guerre.

*Séance du jeudi 3 août 1950.*

*Présents.* — MM. Canivez, Chochoy, Ferracci, Fleury, Geoffroy (Jean), Jaouen (Yves), Jozeau-Marigné, Malécot, Marchant, Mme Thome-Patenôtre (Jacqueline).

*Excusés.* — MM. Driant, Lemaître (Claude)

*Suppléant.* — M. Denvers (de M. Tailhades [Edgard]).

### Convocations de commissions.

La commission des finances se réunira le vendredi 4 août 1950, à dix heures (local de la commission):

Projet de loi relatif au développement des crédits affectés aux dépenses de fonctionnement des services civils pour l'exercice 1950 (Nos A. N. 8337, 8426, 10835). — Rapporteur: M. Clavier.

La commission du suffrage universel, du contrôle constitutionnel, du règlement et des pétitions se réunira le vendredi 4 août 1950, à quatorze heures trente (local n° 221):

Examen du projet de loi (n° 565, année 1950) modifiant l'article 12 de la loi n° 46-2385 du 27 octobre 1946 sur la composition et l'élection de l'Assemblée de l'Union française.

### Réunions de commissions du vendredi 4 août 1950.

Commission des affaires étrangères, à quinze heures. — Local n° 201.

Commission de l'agriculture, à dix heures trente. — Local n° 214.

Commission des finances, à dix heures. — Local de la commission.

Commission du suffrage universel, du contrôle constitutionnel, du règlement et des pétitions, à quatorze heures trente. — Local n° 221.

# INFORMATIONS

## RELATIVES

## A L'ASSEMBLEE DE L'UNION FRANÇAISE

### Erratum

*au compte rendu* in extenso *de la séance du jeudi 20 juillet 1950.*
(*Journal officiel* du vendredi 21 juillet 1950.)

Page 1087, 1re colonne, 13e ligne:
**Au lieu de:** « biens domaniaux. »
**Lire:** « terrains domaniaux. »

### Errata

*au compte rendu* in extenso *de la 3e séance du jeudi 27 juillet 1950.*
(*Journal officiel* du vendredi 28 juillet 1950.)

Page 1200, 1re colonne, 39e ligne:
**Au lieu de:** « maîtrises de conférences de géographie des facultés... »,
**Lire:** « maîtrises de conférences de géographie coloniale des facultés... ».

Page 1207, 1re colonne, 36e ligne:
**Au lieu de:** « Exercice 1949: cinq cent quatre mille trois cents francs... 504.300 »,
**Lire:** « Exercice 1949: cinq cent six mille trois cents francs... 506.300 ».

Page 1207, 2e colonne, 38e ligne:
**Au lieu de:** « 2° Dans ce but, de prendre... »,
**Lire:** « 2° Dans ce but, à prendre... ».

# AVIS ET COMMUNICATIONS

### Ministères des finances et des affaires économiques et du budget.

## LOTERIE NATIONALE

Le tirage de la trentième tranche de la loterie nationale 1950 a eu lieu à Bayonne (Basses-Pyrénées), le 2 août 1950, à 20 heures 30.

Les numéros se terminant par:

| | | Série A. | Série B |
|---|---|---|---|
| 3 | gagnent..... | 1.000 F. | 1.000 F. |
| 9 | — ..... | 1.000 F. | 1.000 F. |
| 86 | — ..... | 1.500 F. | 3.000 F. |
| 49 | — ..... | 2.000 F. | 4.000 F. |
| 26 | — ..... | 2.500 F. | 5.000 F. |
| 697 | — ..... | 3.000 F. | 6.000 F. |
| 489 | — ..... | 4.000 F. | 8.000 F. |
| 855 | — ..... | 5.000 F. | 10.000 F. |
| 730 | — ..... | 6.000 F. | 12.000 F. |
| 875 | — ..... | 7.000 F. | 14.000 F. |
| 5.859 | — ..... | 20.000 F. | 40.000 F. |
| 6.203 | — ..... | 20.000 F. | 40.000 F. |
| 6.273 | — ..... | 20.000 F. | 40.000 F. |
| 4.875 | — ..... | 30.000 F. | 60.000 F. |
| 8.395 | — ..... | 30.000 F. | 60.000 F. |
| 8.973 | — ..... | 30.000 F. | 60.000 F. |
| 4.279 | — ..... | 40.000 F. | 70.000 F. |
| 5.189 | — ..... | 40.000 F. | 70.000 F. |
| 8.816 | — ..... | 40.000 F. | 70.000 F. |
| 9.559 | — ..... | 50.000 F. | 80.000 F. |
| 26.768 | — ..... | 100.000 F. | 100.000 F. |
| 55.449 | — ..... | 100.000 F. | 100.000 F. |
| 55.530 | — ..... | 100.000 F. | 100.000 F. |
| 33.145 | — ..... | 300.000 F. | 200.000 F. |
| 83.424 | — ..... | 300.000 F. | 200.000 F. |
| 85.277 | — ..... | 300.000 F. | 200.000 F. |
| 14.168 | — ..... | 500.000 F. | 300.000 F. |
| 35.557 | — ..... | 500.000 F. | 300.000 F. |
| 51.015 | — ..... | 500.000 F. | 300.000 F. |
| 95.530 | — ..... | 600.000 F. | 400.000 F. |

Les billets portant les numéros:

| | | Série A. | Série B. |
|---|---|---|---|
| 122.663 | gagnent..... | 1.000.000 F. | 500.000 F. |
| 138.652 | — ..... | 1.000.000 F. | 500.000 F. |
| 197.694 | — ..... | 1.000.000 F. | 500.000 F. |
| 243.948 | — ..... | 1.000.000 F | 500.000 F. |
| 293.800 | — ..... | 1.000.000 F. | 500.000 F. |
| 026.087 | — ..... | 1.200.000 F | 600.000 F |
| 038.667 | — ..... | 1.200.000 F. | 600.000 F. |
| 125.323 | — ..... | 1.200.000 F | 600.000 F. |
| 138.409 | — ..... | 1.200.000 F. | 600.000 F. |
| 079.244 | — ..... | 2.000.000 F. | 700.000 F. |
| 106.051 | — ..... | 2.000.000 F. | 700.000 F. |
| 079.607 | — ..... | 4.000.000 F. | 1.000.000 F. |
| 004.761 | — ..... | 7.000.000 F. | 1.200.000 F. |
| 036.515 | — ..... | 10.000.000 F. | 3.000.000 F |
| 150.182 | — ..... | 15.000.000 F. | 8.000.000 F |

Le prochain tirage aura lieu le 9 août 1950 à Chelles (Seine-et-Marne).

## Ministères des finances et des affaires économiques et du budget.

### Avis n° 464 de l'office des changes relatif au régime des comptes étrangers tangérois.

Les transferts de Tanger vers la zone franc, réalisés par le débit d'un compte étranger tangérois, qui, selon les dispositions du paragraphe *c* du titre II de l'avis n° 213, étaient subordonnés à l'autorisation préalable de l'attaché commercial près le consulat général de France à Tanger, peuvent désormais être effectués librement.

En conséquence:

1° L'avis n° 286 est abrogé;

2° Le paragraphe *c* du titre II de l'avis n° 213 est abrogé et remplacé par le texte suivant:

*c*) Autres débits.

« Pour le surplus, les comptes étrangers tangérois peuvent être débités, sans autorisation de l'office des changes, pour tout payement dans la zone franc ».

### Avis n° 465 de l'office des changes relatif aux investissements étrangers nouveaux dans la zone franc.

Le paragraphe 1° de l'avis n° 419 est abrogé

En conséquence, les dispositions des avis n°s 419 et 426 sont applicables désormais aux investissements étrangers nouveaux effectués dans la zone franc par toute personne physique ayant sa résidence habituelle à l'étranger et par toute personne morale pour ses établissements à l'étranger.

Pour le surplus, il n'est apporté aucune modification aux conditions prévues par l'avis n° 419 et les textes subséquents pris pour son application, pour la réalisation des opérations de cette nature, notamment en ce qui concerne les conditions dans lesquelles leur financement doit être assuré.

### Avis n° 466 de l'office des changes relatif au régime des comptes étrangers en francs.

Aux termes de l'article 20 de l'arrêté du 15 juillet 1947, le fonctionnement des comptes étrangers en francs est réglementé par l'office des changes.

Le présent avis, qui remplace et abroge l'avis n° 207, a pour objet de faire connaître les règles générales applicables au fonctionnement de ces comptes.

Il ne fait pas obstacle à l'application de règles particulières prévues par des avis relatifs aux relations financières avec l'étranger pour le fonctionnement de certaines catégories de comptes étrangers.

TITRE Ier. — *Dispositions générales.*

1° Opérations au crédit.

En règle générale, toute inscription au crédit des comptes étrangers en francs est subordonnée à l'autorisation de l'office des changes.

Toutefois, ces comptes peuvent être crédités, sans autorisation de l'office des changes:

*a*) Des sommes provenant d'un compte francs libres;

*b*) Des sommes provenant d'un compte étranger de même nature et de même nationalité;

*c*) Du produit de l'encaissement des revenus ou du remboursement non anticipé de valeurs mobilières françaises, lorsque les titres sont conservés sous dossier étranger, en vertu d'une autorisation générale ou particulière de l'office des changes, ou sont importés de l'étranger accompagnés d'une attestation établie par la banque à l'étranger titulaire du dossier certifiant que ces valeurs appartiennent à un non-résident de nationalité étrangère depuis une date antérieure au 1er janvier 1945.

2° Opérations au débit.

Les comptes étrangers en francs peuvent être débités, sans autorisation de l'office des changes:

*a*) Pour tout payement dans la zone franc et notamment en vue du règlement de marchandises;

*b*) Par le crédit d'un compte étranger en francs de même nature et de même nationalité.

3° Tout virement entre comptes étrangers en francs doit donner lieu à l'envoi par l'intermédiaire qui tient le compte à débiter à l'intermédiaire chez lequel est tenu le compte à créditer, d'un avis indiquant, sous sa responsabilité, le nom et l'adresse du titulaire du compte débité et la qualification précise de ce compte;

4° Tout découvert en comptes étrangers en francs et, d'une façon plus générale, toute avance consentie à un non-résident, sont subordonnés à l'autorisation de l'office des changes.

TITRE II. — *Dispositions particulières: enregistrement en comptes étrangers en francs des opérations afférentes au service financier des titres étrangers.*

Les comptes étrangers en francs destinés à assurer le service financier de valeurs émises par des sociétés étrangères peuvent, indépendamment des règles qui leur sont applicables en fonction du lieu de résidence de leur titulaire, enregistrer librement les opérations suivantes:

1° Au débit.

*a*) Payement des coupons échus ou du produit des remboursements afférents auxdites valeurs;

*b*) Commissions, frais divers et impôts;

*c*) Virement à un autre compte étranger ouvert au nom du même titulaire paur le service financier des mêmes valeurs.

2° Au crédit.

*a*) Virement d'un autre compte étranger ouvert au nom du même titulaire pour le service financier des mêmes valeurs;

*b*) Ecritures de régularisation (telles que remboursement de payements effectués à tort sur lesdites valeurs).

## Ministères des finances et des affaires économiques et du budget et ministère de l'industrie et du commerce.

### Avis aux importateurs de café en provenance du Brésil.

Les importateurs sont informés qu'il est ouvert un crédit à l'importation de café en provenance du Brésil, payable dans le cadre de l'accord financier franco-brésilien.

Des offres pourront être faites pour les qualités suivantes:

1° Rio de description non inférieure au type 7 de New-York;

2° Minas de description non inférieure au type 6 de New-York soft for Minas medium to good bean;

3° Toutes provenances brésiliennes autres que Rio et Minas de description non inférieure au type 5 de New-York, soft, good bean, good roast.

Ces offres devront porter sur des lots d'au moins 125 sacs (embarquement prompt pour les Rio et Minas; embarquement sous deux mois pour les autres provenances).

Chaque qualité proposée devra faire l'objet d'une offre distincte présentée par lettre séparée en prix fob poids net d'embarquement et mentionner le nom du livreur d'origine.

Elles devront être adressées au secrétariat d'Etat à l'industrie et au commerce, direction des industries diverses et des textiles, division des industries alimentaires, 42, rue La Boétie, Paris (8e), qui, par dérogation aux articles 2 et 3 du décret du 13 juillet 1949, les examinera au fur et à mesure de leur dépôt à partir du 10 août 1950, assisté du comité technique d'importation du café.

Seules seront examinées le 10 août les offres parvenues le même jour avant midi.

Celles qui parviendront après l'heure fixée seront conservées en vue d'un examen ultérieur, dans la mesure où le montant des offres reçues le 10 août 1950 avant midi et acceptées par le comité technique apparaîtrait inférieur aux possibilités d'importation.

Les importateurs adhérant à un syndicat représenté par un de ses membres au comité technique d'importation et dont les offres auront été retenues devront en être informés dans la soirée même du 10 août 1950 par les soins de ce syndicat.

Les autres importateurs devront, pour connaître la suite réservée à leurs offres, téléphoner le 10 août 1950, à partir de dix-huit heures trente, à la division des industries alimentaires (BAL. 06-40).

Celle-ci confirmera ultérieurement par lettre à tous les intéressés le montant des offres retenues.

Après acceptation des offres, les demandes d'autorisation d'importation correspondantes devront être soumises avant le 18 août 1950, pour visa préalable, à la direction des industries diverses et des textiles, division des industries alimentaires, 42, rue La Boétie, Paris (8e), qui en assurera la transmission directe à l'office des changes, sous-direction des licences et autorisations commerciales, 8, rue de la Tour-des-Dames, Paris (9e).

### Avis aux importateurs de peaux et cuirs en provenance d'Italie.

Rectificatif à l'avis publié pour le même objet au *Journal officiel* du 27 juillet 1950 (p. 8003, 1re colonne):

*In fine*, au lieu de: « 736 A et 741 G (1) », lire: « 736 A à 741 G (1) ».

Paris. — Imprimerie des *Journaux officiels*, 31, quai Voltaire.

*Le Préfet, directeur des Journaux officiels*, PIERRE CASSAGNEAU.

# COTE DES CHANGES

VERSEMENT TELEGRAPHIQUE

| Derniers cours cotés en Bourse | 2 août — Cours relevés après Bourse | DEVISES | 3 août 1950. Cours relevés avant Bourse | 3 août 1950. Cours cotés en Bourse |
|---|---|---|---|---|
| 349 80 | .... .. | Etats-Unis (1 dollar)... | .... .. | 349 80 ..... |
| 697 50 | 697 50 | Belgique (100 francs).. | .... .. | 697 50 ..... |
| 1213 .. | .... .. | Portugal (100 escudos). | .... .. | 1212 .. ..... |
| 8062 50 | .... .. | Suisse (100 francs)..... | .... .. | 8050 .. ..... |
| 163 50 | .... .. | Côte Fse des Somalis (100 f. Djib)..... | .... .. | .... .. ..... |

# BANQUE DE FRANCE

## SITUATION HEBDOMADAIRE

| ACTIF | | AU 27 JUILLET 1950 | AU 20 JUILLET 1950 |
|---|---|---|---|
| Encaisse or | | 52.980.553.105 » | 52.980.553.105 » |
| Or affecté en garantie (1) | | 9.293.155.602 » | 9.293.155.602 » |
| Bon du Trésor remboursable en or (2) | | 2.951.061.578 » | 2.951.061.578 » |
| Disponibilités à vue à l'étranger | | 146.075.991.389 » | 140.095.469.144 » |
| Monnaies divisionnaires | | 2.885.751.551 » | 2.746.544.328 » |
| Comptes courants postaux | | 21.848.311.989 » | 17.343.515.577 » |
| Avances au fonds de stabilisation des changes (3) | | 43.800.000.000 » | 43.900.000.000 » |
| Bons du Trésor négociables : | | | |
| Engagement de l'Etat relatif au dépôt d'or de la Banque nationale de Belgique | 5.039.250.892 » | | |
| Souscription de l'Etat au fonds monétaire international et au capital de la Banque internationale pour la reconstruction et le développement | 12.000.000.000 » | 82.039.250.892 » | 82.039.250.892 » |
| Cession d'or au fonds de stabilisation des changes (4) | 65.000.000.000 » | | |
| Bons négociables de la Caisse autonome d'amortissement (5) | | 5.002.537.354 » | 5.002.537.354 » |
| Prêts sans intérêts à l'Etat (6) | | 50.000.000.000 » | 50.000.000.000 » |
| Avances provisoires extraordinaires à l'Etat du 25 août 1940 au 20 juillet 1944 (7) | | 426.000.000.000 » | 426.000.000.000 » |
| Avances provisoires à l'Etat (8) | | 161.600.000.000 » | 161.600.000.000 » |
| Portefeuille d'escompte : | | | |
| Effets escomptés sur la France | 277.750.967.128 » | | |
| Effets escomptés sur l'étranger | 69.862.567 » | | |
| Effets garantis par l'office des céréales (9) | 12.709.438.000 » | 386.709.335.965 » | 364.723.460.273 » |
| Effets de mobilisation de crédits à moyen terme | 96.179.068.270 » | | |
| Effets négociables achetés en France (10) | | 141.522.666.485 » | 156.948.675.587 » |
| Avances à 30 jours sur effets publics | | 15.179.016.000 » | 20.633.800.000 » |
| Avances sur titres | | 5.304.411.103 » | 5.401.331.564 » |
| Avances sur or | | » | » |
| Hôtel et mobilier de la Banque | | 4.000.000 » | 4.000.000 » |
| Rentes pourvues d'affectations spéciales (11) | | 112.980.750 » | 112.980.750 » |
| Effets en cours de recouvrement | | 16.231.704.564 » | 16.339.291.589 » |
| Divers | | 18.356.081.936 » | 16.960.581.715 » |
| Total | | 1.590.866.810.266 Fr. | 1.575.076.212.058 Fr. |

| PASSIF | | | |
|---|---|---|---|
| Engagements à vue : | | | |
| Billets au porteur en circulation | | 1.413.717.623.895 » | 1.391.359.571.620 » |
| Comptes courants créditeurs : | | | |
| Compte courant du Trésor public | 80.043.074 » | | |
| Comptes courants des accords de coopération économique | 22.806.400.482 » | | |
| Comptes courants des banques et institutions financières françaises et étrangères | 71.678.340.479 » | 152.840.628.841 » | 150.091.472.764 » |
| Autres comptes courants et de dépôts de fonds; dispositions et autres engagements à vue | 58.275.844.806 » | | |
| Capital de la Banque | | 182.500.000 » | 182.500.000 » |
| Bénéfices en addition au capital (12) | | 303.231.454 » | 303.231.454 » |
| Réserves mobilières légales (13) | | 22.105.750 » | 22.105.750 » |
| Réserve immobilière | | 4.000.000 » | 4.000.000 » |
| Divers | | 23.796.720.326 » | 33.113.330.470 » |
| Total | | 1.590.866.810.266 Fr. | 1.575.076.212.058 Fr. |

(1) (Convention du 17 novembre 1947 et loi du 23 novembre 1947).
(2) (Convention du 17 novembre 1947 et loi du 25 novembre 1947).
(3) (Convention du 27 juin 1939).
(4) (Convention du 11 avril 1946 approuvée par la loi du 9 mai 1946, convention du 24 juin 1947 approuvée par la loi du 26 juin 1947 et convention du 28 août 1947 approuvée par la loi du 4 septembre 1947).
(5) (Conventions des 23 juin 1928 et 7 décembre 1931).
(6) (Loi du 9 juin 1857, convention du 29 mars 1878, loi du 13 juin 1878 prorogée, lois des 17 novembre 1897, 29 décembre 1911, 20 décembre 1918 et 25 juin 1928, convention du 12 novembre 1938, décret du 12 novembre 1938, convention du 27 mars 1947, loi du 29 mars 1947).
(7) (Conventions des 25 août, 29 octobre, 12 décembre, 30 décembre 1940, 20 février, 30 avril, 10 mai, 11 juin, 11 septembre, 27 novembre, 26 décembre 1941, 3 mars, 30 avril, 11 juin, 17 septembre, 19 novembre 1942, 21 janvier, 31 mars, 8 juillet, 30 septembre, 16 décembre 1943, 23 mars, 17 mai et 20 juillet 1944).
(8) (Convention du 29 septembre 1938 approuvée par le décret du 1er septembre 1939, convention du 29 février 1940 approuvée par le décret du 29 février 1940, convention du 9 juin 1940 approuvée par le décret du 9 juin 1940, convention du 8 juin 1944 approuvée par la loi du 15 juillet 1944, convention du 24 juin 1947 approuvée par la loi du 26 juin 1947, convention du 25 septembre 1947 approuvée par le décret du 1er octobre 1947).
(9) (Loi du 15 août 1936, décret du 29 juillet 1939, loi du 19 mai 1941).
(10) (Décret du 17 juin 1938).
(11) Loi du 17 mai 1834, décrets des 27 avril et 2 mai 1848, loi du 9 juin 1857).
(12) (Lois des 9 juin 1857 et 17 novembre 1897).
(13) (Loi du 17 mai 1834, décrets des 27 avril et 2 mai 1848, loi du 9 juin 1857).

Certifié conforme aux écritures :
*Le Gouverneur,*
BAUMGARTNER.

### TAUX DES OPERATIONS

| | |
|---|---|
| Escompte | 2 1/2 0/0 |
| Avances sur titres | 3 3/4 0/0 |
| Avances à 30 jours | 2 1/2 0/0 |
| Achat des effets publics dont l'échéance n'excède pas trois mois | 2 1/2 0/0 |

# ANNONCES

LES ANNONCES SONT REÇUES A L'AGENCE HAVAS, 62, RUE DE RICHELIEU, PARIS
Compte chèque postal 1.014.00, Paris
ET DANS SES SUCCURSALES DES DÉPARTEMENTS

L'Administration et les fermiers déclinent toute responsabilité quant à la teneur des annonces.

## TIRAGES FINANCIERS

### LIBRAIRIE ARISTIDE QUILLET

SOCIÉTÉ ANONYME AU CAPITAL DE 44 MILLIONS DE FRANCS
SIÈGE SOCIAL: 278, BOULEVARD SAINT-GERMAIN, PARIS
R. C.: Seine n° 123883.

*Obligations* 5 1/4 0/0 1947 *de* 5.000 *F.*

**Troisième amortissement.**

Usant de la faculté qu'elle s'est réservée lors de l'émission, la société a racheté en Bourse la totalité des titres formant l'annuité à amortir au 1er septembre 1950.
En conséquence, il ne sera pas effectué de tirage au sort.

**Liste des titres amortis et non présentés au remboursement.**

| NUMÉROS | ANNÉES d'amortissement. | NUMÉROS | ANNÉES d'amortissement. |
|---|---|---|---|
| 418 à 471 | 49 | 483 et 484 | 49 |
| 474 à 476 | 49 | 497 à 500 | 49 |

### SUCRERIE DE MONCHY-HUMIERES

SOCIÉTÉ ANONYME AU CAPITAL DE 16.500.000 F
SIÈGE SOCIAL: A MONCHY-HUMIERES (OISE)
Registre du commerce: Compiègne 4057.

*Obligations* 4 1/2 0/0 1942 *de* 2.000 *F.*

**LISTE NUMERIQUE**

**1° Des 15 obligations sorties au septième tirage au sort du 29 juin 1950 et formant, avec les obligations rachetées en Bourse par la société émettrice, la totalité de l'annuité à amortir au 16 août 1950.** Ces obligations seront remboursables à 2.000 F;

**2° Des obligations sorties aux tirages antérieurs et non encore présentées au remboursement.**

| NUMEROS | ANNÉES d'amortissement. | NUMEROS | ANNÉES d'amortissement. | NUMEROS | ANNÉES d'amortissement. |
|---|---|---|---|---|---|
| 19 | 49 | 332 | 49 | 528 | 49 |
| 24 | 50 | 342 | 49 | 548 | 49 |
| 51 | 50 | 375 | 49 | 622 | 50 |
| 61 | 50 | 376 | 50 | 668 | 50 |
| 118 | 50 | 382 | 48 | 724 | 50 |
| 133 | 49 | 398 | 49 | 730 | 47 |
| 142 | 49 | 408 | 50 | 769 | 49 |
| 148 | 49 | 432 | 47 | 773 | 49 |
| 256 | 50 | 442 | 45 | 829 | 50 |
| 270 | 49 | 463 | 50 | 867 | 49 |
| 283 | 48 | 498 | 49 | 943 | 49 |
| 300 | 48 | 509 | 50 | 944 | 49 |
| 305 | 49 | 520 | 50 | 956 | 50 |

### Etablissements AU PLANTEUR DE CAIFFA

SOCIÉTÉ ANONYME AU CAPITAL DE 24 MILLIONS DE FRANCS
SIÈGE SOCIAL: 13, RUE JOANÈS ET RUE BOULITIE, PARIS
R. C.: Seine n° 203652.

Usant de la faculté qu'elle s'est réservée au moment de l'émission, cette société a procédé au rachat en Bourse de 230 obligations 4 0/0 1945, dont le cinquième amortissement est prévu pour le 15 août 1950.
En conséquence, aucun tirage ne sera effectué en juillet 1950.

**Liste de rappel des séries comprenant des obligations 4 0/0 1945 sorties à des tirages antérieurs et non encore remboursées.**

| NUMÉROS | ANNÉES de remboursement. | NUMÉROS | ANNÉES de remboursement. | NUMÉROS | ANNÉES de remboursement. |
|---|---|---|---|---|---|
| 631 à 40 | 48 | 3.461 à 70 | 48 | 4.791 à 800 | 48 |
| 961 à 70 | 48 | 3.981 à 90 | 48 | 4.881 à 90 | 48 |
| 1.781 à 90 | 46 | 4.241 à 50 | 48 | 5.441 à 50 | 48 |
| 1.791 à 800 | 48 | 4.531 à 40 | 48 | 5.511 à 20 | 48 |

### Société anonyme de la Sucrerie de Toury et Usines annexes

AU CAPITAL DE 68.558.400 F
SIÈGE SOCIAL: A TOURY (EURE-ET-LOIR)
Registre du commerce: Chartres 41 B; Paris 117970.

**Obligations de 1.000 F 4,25 0/0 1943.**

Tirage d'amortissement de huit séries de 100 obligations effectué le 8 juillet 1950.

**Numéros des obligations sorties.**

801 à 900 — 1.201 à 1.300 — 2.501 à 2.600 — 2.601 à 2.700 — 5.901 à 6.000 — 6.101 à 6.200 — 6.701 à 6.800 — 7.601 à 7.700.

Le remboursement, à raison de 1.000 F net par obligation sortie, sera effectué au siège social, à Toury, à partir du 1er juillet 1951, coupon n° 17 à échéance du 31 décembre 1951 attaché.

**Obligations non remboursées à ce jour sur les tirages précédents.**

2.271 à 2.300 — 2.486 à 2.490 — 2.801 à 2.900 — 3.511 à 3.520 — 3.561 à 3.570 — 4.176 à 4.185 — 5.371 à 5.375 — 5.511 à 5.530 — 5.536 à 5.545 — 5.551 à 5.580 — 6.016 à 6.035 — 6.046 à 6.065 — 6.401 à 6.415 — 6.436 à 6.450 — 6.501 à 6.575 — 7.301 à 7.400 — 7.901 à 8.000.

### DOCKS REMOIS
### LE FAMILISTERE

SOCIÉTÉ ANONYME AU CAPITAL DE 262.500.000 F.
SIÈGE SOCIAL: 1, RUE DE TALLEYRAND, REIMS
R. C.: Reims 904.

Usant de la faculté qu'elle s'est réservée au moment de l'émission, cette société a procédé au rachat en Bourse de 660 obligations 4 0/0 1946 dont le quatrième amortissement est prévu pour le 15 août 1950.
En conséquence, aucun tirage ne sera effectué en juillet 1950.
Les amortissements précédents ont été réalisés par voie de rachats en Bourse.

## GOUVERNEMENT GENERAL DE MADAGASCAR

*Emprunt* 3 0/0 1903.

**Liste des 1.257 numéros d'obligations sorties au tirage du 5 juillet 1950 et remboursables à partir du 1er septembre 1950.**

OBLIGATIONS DE 500 F

351 à 360 — 1.141 à 1.150 — 1.201 à 1.210 — 1.601 à 1.610 — 2.381 à 2.390 — 4.241 à 4.250 — 5.651 à 5.660 — 5.981 à 5.990 — 6.131 à 6.140 — 6.441 à 6.450 — 6.791 à 6.800 — 7.081 à 7.090 — 7.711 à 7.720 — 8.641 à 8.650 — 8.671 à 8.680 — 11.531 à 11.540 — 12.231 à 12.240 — 12.561 à 12.570 — 13.121 à 13.130 — 13.961 à 13.970 — 14.471 à 14.480 — 14.511 à 14.550 — 14.921 à 14.930 — 15.131 à 15.140 — 15.401 à 15.410 — 15.691 à 15.700 — 16.681 à 16.690 — 17.001 à 17.010 — 17.751 à 17.760 — 18.021 à 18.030 — 18.841 à 18.850 — 19.821 à 19.830 — 20.531 à 20.540 — 20.861 à 20.870 — 22.151 à 22.160 — 22.981 à 22.990 — 23.471 à 23.480 — 25.551 à 25.560 — 26.051 à 26.060 — 26.291 à 26.300 — 27.111 à 27.120 — 29.201 à 29.210 — 29.511 à 29.520 — 29.971 à 29.980 — 30.121 à 30.130 — 31.121 à 31.130 — 32.311 à 32.320 — 32.591 à 32.600 — 32.621 à 32.630 — 33.731 à 33.740 — 34.051 à 34.060 — 34.181 à 34.190 — 35.361 à 35.370 — 36.021 à 36.030 — 36.051 à 36.060 — 37.521 à 37.530 — 37.671 à 37.680 — 37.961 à 37.970 — 38.061 à 38.070 — 38.091 à 38.100 — 39.431 à 39.440 — 40.071 à 40.080 — 40.221 à 40.230 — 40.231 à 40.240 — 42.421 à 42.430 — 42.441 à 42.450 — 43.751 à 43.760 — 44.271 à 44.280 — 44.911 à 44.920 — 45.051 à 45.060 — 45.061 à 45.070 — 49.331 à 49.340 — 50.471 à 50.480 — 50.831 à 50.840 — 52.871 à 52.880 — 53.161 à 53.170 — 53.391 à 53.400 — 54.411 à 54.420 — 54.441 à 54.450 — 54.771 à 54.780 — 56.201 à 56.210 — 56.261 à 56.270 — 59.251 à 59.260 — 60.401 à 60.410 — 60.721 à 60.730 — 60.761 à 60.770 — 61.351 à 61.360 — 62.571 à 62.580 — 62.721 à 62.730 — 63.711 à 63.720 — 64.271 à 64.280 — 68.581 à 68.590 — 68.721 à 68.730 — 69.441 à 69.450 — 71.731 à 71.740 — 73.641 à 73.650 — 73.691 à 73.700 — 74.561 à 74.570 — 75.791 à 75.800 — 78.521 à 78.530 — 79.181 à 79.190 — 79.811 à 79.820 — 80.211 à 80.220 — 80.311 à 80.320 — 83.411 à 83.420 — 84.121 à 84.130 — 84.531 à 84.540 — 86.611 à 86.620 — 87.701 à 87.710 — 87.841 à 87.850 — 88.581 à 88.590 — 88.731 à 88.740 — 90.541 à 90.550 — 90.821 à 90.830 — 91.291 à 91.300 — 92.011 à 92.020 — 92.361 à 92.370 — 93.791 à 93.800 — 93.801 à 93.810 — 93.911 à 93.920 — 94.461 à 94.470 — 95.081 à 95.090 — 97.071 à 97.080 — 98.181 à 98.190 — 98.431 à 98.438 — 100.422 à 100.430.

La liste des numéros d'obligations amorties à des précédents tirages et restant à rembourser a été insérée au *Journal officiel* du 7 février 1950, page 1531.

*Emprunt* 3 0/0 1905.

**Liste des 421 numéros d'obligations sorties au tirage du 5 juillet 1950 et remboursables à partir du 1er septembre 1950.**

OBLIGATIONS DE 500 F

101.331 à 101.340 — 102.481 à 102.490 — 102.551 à 102.560 — 102.951 à 102.960 — 103.061 à 103.070 — 103.341 à 103.350 — 103.481 à 103.490 — 106.511 à 106.550 — 106.771 à 106.780 — 106.841 à 106.850 — 107.181 à 107.190 — 110.311 à 110.320 — 110.421 à 110.430 — 110.521 à 110.530 — 111.201 à 111.210 — 111.691 à 111.700 — 112.011 à 112.020 — 113.231 à 113.240 — 113.261 à 113.270 — 114.171 à 114.180 — 114.811 à 114.820 — 116.761 à 116.770 — 117.971 à 117.980 — 119.541 à 119.550 — 120.551 à 120.560 — 123.111 à 123.120 — 123.151 à 123.160 — 125.171 à 125.180 — 125.641 à 125.650 — 126.691 à 126.700 — 126.761 à 126.770 — 126.821 à 126.830 — 129.831 à 129.840 — 130.601 à 130.610 — 130.791 à 130.800 — 131.285 à 131.290 — 131.301 à 131.310 — 131.321 à 131.330 — 132.371 à 132.380 — 132.411 à 132.420 — 132.971 à 132.980 — 133.151 à 133.160 — 133.371 à 133.375.

La liste des numéros d'obligations amorties à des précédents tirages et restant à rembourser a été insérée au *Journal officiel* du 7 février 1950, page 1531.

## VILLE D'AIX-EN-PROVENCE

*Emprunt municipal* 4,50 0/0 1911.

**Quatrième tirage d'amortissement du 13 juillet 1950.**

Sont remboursables à partir du 1er septembre les obligations de la série n° 13, comprenant les numéros:

97 à 104 pour les obligations de 10.000 F
489 à 512 pour les obligations de 5.000 F
3585 et 3816 pour les obligations de 1.000 F

coupon n° 19 attaché.

NOTA. — Il est rappelé que les obligations de la série n° 18 étaient sorties au tirage de 1949, celles de la série n° 5 au tirage de 1948 et celles de la série n° 10 au tirage de 1947.

## CAISSE NATIONALE DE L'ENERGIE

DIRECTION GÉNÉRALE: 1, RUE TAITBOUT, PARIS
DÉPARTEMENT DES TITRES: 68, RUE DU FAUBOURG-SAINT-HONORÉ, PARIS

OBLIGATIONS DE 5.000 F 4 0/0 1945
DE LA
**Société nouvelle du gaz franco-belge.**

Les porteurs d'obligations 4 0/0 de 5.000 F, émission 1945, de la Société nouvelle du gaz franco-belge, en liquidation par suite de sa nationalisation (loi du 8 avril 1946 et décret d'application du 21 mai 1946), sont informés que cette dernière usant de la faculté qu'elle s'est réservée lors de l'émission, a procédé par voie de rachats en Bourse à son amortissement du 15 octobre 1950.

En conséquence, il ne sera pas effectué de tirage au sort.

**Numéros des obligations restant à rembourser.**

*Amortissement* 1947.

Remboursables à 5.000 F, coupon du 15 octobre 1948 attaché.

711 à 717 — 719 et 720 — 891 — 898 à 900 — 1.211 à 1.213 — 1.218 et 1.219 — 2.291 à 2.300 — 2.703 à 2.705 — 3.711 à 3.718 — 5.768 et 5.769.

## DOCKS DE NEVERS

SOCIÉTÉ ANONYME AU CAPITAL DE 15.120.000 F.
SIÈGE SOCIAL: 4, RUE DES DOCKS, NEVERS
R. C.: Nevers 1714.

Usant de la faculté qu'elle s'est réservée au moment de l'émission, cette société a procédé au rachat en Bourse de 58 obligations 6 0/0 1948 dont le deuxième amortissement est prévu pour le 15 août 1950.

En conséquence, aucun tirage ne sera effectué en juillet 1950.

**Rappel de la série comprenant des obligations 6 0/0 1943 sorties en 1949 et non encore remboursées.**

662 à 715

## DEMANDES DE CHANGEMENT DE NOM

M. Chiantello (Hypolite), né le 13 août 1906 à Mancieulles (Meurthe-et-Moselle), demeurant à Mancieulles, rue Albert-Ier, son épouse née Perino (Marguerite), née le 23 mai 1911 à Auboué (Meurthe-et-Moselle), agissant tant en son nom personnel qu'en celui de son épouse et de ses enfants mineurs Jacqueline, née le 21 juin 1933, à Mancieulles, Paul, né le 1er août 1934 à Mancieulles, Denise, née le 12 mai 1937 à Mancieulles, Danielle, née le 31 juillet 1938 à Mancieulles, Gérard, né le 28 septembre 1940 à Euzancais (Indre), Christiane, née le 9 juillet 1942 à Briey (Meurthe-et-Moselle), Jacques, né le 23 juillet 1944 à Mancieulles, Monique, née le 3 mai 1946 à Mancieulles, Jean-Pierre, né le 3 décembre 1949 à Mancieulles, dépose une requête auprès du garde des sceaux à l'effet de substituer à son nom patronymique celui de Chantellaud.

M. Jacques-Claude Chmoulovsky, né à Paris (16e) le 4 juillet 1927, et demeurant à Paris (10e), 248, faubourg Saint-Martin, dépose une requête auprès du garde des sceaux à l'effet de substituer à son nom patronymique celui de Armon, ou subsidiairement Darmon, ou encore, à défaut, celui de Fouget.

M. Belhallouft (Rachid-Tabti), né à Constantine le 27 mai 1930, demeurant à Constantine, 1, rue du Sous-lieutenant-Minéo, émancipé par jugement en date du 15 mars 1949, du juge de paix de Constantine, dépose une requête auprès du garde des sceaux à l'effet de substituer à son nom patronymique celui de Tabti.

Le cadi de Constantine, tuteur légal de Mlle Belhallouft (Faouzia-Tabti-Fellal), née à Constantine le 15 août 1941, demeurant à Constantine, 1, rue du Sous-lieutenant-Minéo, dépose une requête auprès du garde des sceaux à l'effet de substituer à son nom patronymique celui de Tabti.

M. Pieterkowsky (Gaston), né à Paris (4e) le 20 octobre 1902, demeurant à Paris (20e), 255, rue des Pyrénées, dépose une requête auprès du garde des sceaux à l'effet de substituer à son nom patronymique celui de Pieterre et subsidiairement de Pierre pour lui-même et pour son fils Michel-Armand, né à Paris (4e), le 25 mai 1934, sous lequel ils sont connus.

# DECLARATIONS D'ASSOCIATIONS

## ASSOCIATIONS FRANÇAISES

(Décret du 16 août 1901.)

4 juillet 1950. Déclaration à la préfecture d'Indre-et-Loire. **Association tourangelle pour l'éducation populaire.** But: organisation des loisirs ruraux et éducation populaire. Siège social: M. Régamey, président, Azay-sur-Cher.

4 juillet 1950. Déclaration à la préfecture de police. **Comité d'action populaire d'art et de culture.** But: propager les chefs-d'œuvre de la pensée et de l'art français. Siège social: 33, galerie Véro-Dodat. Paris.

5 juillet 1950. Déclaration à la sous-préfecture d'Oran. **Sapeurs-pompiers d'Hammam Bou Hadjar.** But: venir en aide aux sapeurs et à leurs familles; secours. Siège social: caserne des sapeurs-pompiers, Hammam Bou Hadjar.

5 juillet 1950. Déclaration à la préfecture de police. **Amicale des conscrits de Bois-Colombes.** But: aide à la famille ou au conscrit qui, du fait de son incorporation, laisse partiellement ou totalement les siens sans ressources; organiser la solidarité matérielle et morale envers les soldats de Bois-Colombes aux armées; encourager l'entr'aide entre les conscrits eux-mêmes et demander à tous les concitoyens d'y contribuer. Siège social: 94, rue Paul-Déroulède, Bois-Colombes.

6 juillet 1950. Déclaration à la préfecture d'Ille-et-Vilaine. **Association des Louise-de-Marillac, dames de charité de Saint-Vincent-de-Paul de la paroisse Notre-Dame-de-Vitré.** But: assistance aux vieillards. Siège social: 27, rue Notre-Dame, à Vitré.

6 juillet 1950. Déclaration à la préfecture de l'Orne. **Ball-Trap-Club d'Andaine.** But: entretenir les liens de camaraderie et développer la pratique du tir. Siège social: maison Marcel Duhail, place du Général-Leclerc, la Ferté-Macé.

7 juillet 1950. Déclaration à la préfecture de l'Aveyron. **La Diane du Carlades.** But: chasse du gibier. Siège social: chez M. Carrier, à Camp-chès, par Mur-de-Barrez.

11 juillet 1950. Déclaration à la préfecture du Tarn. **Association locale des aides familiales rurales de Salvagnac.** But: aide aux mères de famille. Siège social: mairie de Salvagnac.

11 juillet 1950. Déclaration à la sous-préfecture de Marmande. **Union sportive Sainrapt et Brice.** But: pratique de tous les sports. Siège social: barrage de Cast-Imoron-sur-Lot.

11 juillet 1950. Déclaration à la sous-préfecture de Riom. **L'Epi d'or d'Entraigues.** But: formation des jeunes et leur perfectionnement (tambours et clairons). Siège social: salle de la mairie d'Entraigues.

12 juillet 1950. Déclaration à la préfecture d'Orléans. **La Fraternelle.** But: éducation physique et sports. Siège social: salle paroissiale de Jouy-le-Potier.

13 juillet 1950. Déclaration à la sous-préfecture de Lannion. **Tennis-Club de Trebeurden.** But: pratique du sport du tennis. Siège social: chez M. Yves Turkey, agence le Vot, Trebeurden.

17 juillet 1950. Déclaration à la sous-préfecture de Château-Chinon. **Entente sportive vandenessoise.** But: contribuer à l'éducation physique de la jeunesse. Siège social: hôtel du Centre, Vandenesse.

17 juillet 1950. Déclaration à la préfecture de Cahors. **Foyer rural de Tour-de-Faure.** But: centre récréatif et culturel. Siège social: foyer rural de Tour-de-Faure.

17 juillet 1950. Déclaration à la sous-préfecture de Marmande. **Bibliothèque agricole du Marmandais le Livre rural.** But: compléter la formation professionnelle agricole. Siège social: maison de la Famille, mairie de Marmande.

17 juillet 1950. Déclaration à la préfecture de police. **Club hippique parisien et neuillean.** But: favoriser le sport de l'équitation. Siège social: 24, rue de l'Eglise, Neuilly-sur-Seine.

18 juillet 1950. Déclaration à la préfecture d'Oran. **Comité d'Oranie de la fédération française de hand-ball.** But: développer, organiser et contrôler le hand-ball en Oranie. Siège social: 24, rue d'Alsace-Lorraine, Oran.

19 juillet 1950. Déclaration à la préfecture de l'Allier. **Comité des fêtes de Diou.** But: organisation des fêtes et réjouissances dans la commune. Siège social: mairie de Diou.

20 juillet 1950. Déclaration à la sous-préfecture de Saumur. **Castors saumurois.** But: autoconstruction. Siège social: chez Mme Poirier, 21, rue de Bordeaux, Saumur.

20 juillet 1950. Déclaration à la sous-préfecture de la Châtre. **Amicale de l'école Jeanne-d'Arc.** But: soutenir l'école et ses membres. Siège social: école Jeanne-d'Arc, rue Foch, à Neuvy-Saint-Sépulchre.

20 juillet 1950. Déclaration à la sous-préfecture de Castres. **Association de défense des intérêts des ouvriers et employés du Comptoir méridional des matières plastiques.** But: défense des intérêts moraux et matériels du personnel de l'établissement. Siège social: 202, rue Marcel-Briguiboul, Castres.

20 juillet 1950. Déclaration à la sous-préfecture de Cognac. **Société bouliste de Réparsac.** But: pratique du sport bouliste. Siège social: café Montaxier, Réparsac.

20 juillet 1950. Déclaration à la sous-préfecture de Saint-Malo. **Athlétique-Club servannais.** But: haltérophilie, culture physique et lutte. Siège social: 4, Pavillons, Saint-Servan-sur-Mer.

21 juillet 1950. Déclaration à la préfecture de Constantine. **Association familiale des faubourgs d'El-Kantara et de Lamy.** But: assurer la défense des intérêts généraux de l'ensemble des familles. Siège social: chez le président, M. Cavillon, rue Léon-Bonnard, à Constantine.

21 juillet 1950. Déclaration à la préfecture de la Manche. **Union sportive dennevillaise.** But: pratique du football. Siège social: mairie de Denneville.

21 juillet 1950. Déclaration à la préfecture d'Angers. **Sporting-Club de Cornillé-Bauné.** But: pratique des sports, notamment du football association. Siège social: mairie de Bauné.

21 juillet 1950. Déclaration à la sous-préfecture de Péronne. **Société de chasse en plaine de Grandcourt.** But: protection du gibier, répression du braconnage et destruction des animaux nuisibles. Siège social: mairie de Grandcourt.

22 juillet 1950. Déclaration à la sous-préfecture de Grasse. **Club cannois d'éducation canine.** But: favoriser le dressage des chiens comme chiens de services, notamment, et comme chiens de garde, de défense, de police, de troupeaux et de sauvetage des noyés. Siège social: 30, rue de Mimont, Cannes.

22 juillet 1950. Déclaration à la préfecture de police. **Jiu-Jitsu Club du cinema.** But: pratique du judo, jiu-jitsu, close combat. Siège social: 132, rue du Faubourg-Saint-Denis, Paris.

24 juillet 1950. Déclaration à la préfecture de l'Allier. **Association des logis bourbonnais.** But: développement de l'équipement hôtelier et aménagement des ressources touristiques du département de l'Allier. Siège social: préfecture de l'Allier, Moulins.

24 juillet 1950. Déclaration à la préfecture de l'Indre. **Association amicale de la chorale La Hutte.** But: développement du chant choral. Siège social: 7, rue Saint-Luc, Châteauroux.

24 juillet 1950. Déclaration à la préfecture de la Savoie. **Saint-Hubert du Chatelard.** But: réglementation de la chasse et repeuplement. Siège social: mairie du Chatelard.

26 juillet 1950. Déclaration à la préfecture du Puy-de-Dôme. **Association départementale d'Auberges de la jeunesse, section de la fédération nationale des Auberges de la jeunesse.** But: regrouper les usagers des auberges de la jeunesse, gérer les auberges prises en charge, développer les activités éducatives de l'ajisme. Siège social: services académiques de la jeunesse et des sports, 31, avenue Jean-Jaurès, Chamalières.

26 juillet 1950. Déclaration à la sous-préfecture de Bastia. **Ring-Police bastiais.** But: pratique du sport et préparation prémilitaire. Siège social: 5, rue des Terrasses, Bastia.

27 juillet 1950. Déclaration à la préfecture de Loir-et-Cher. **Société de chasse de Fonjouan.** But: réunir un groupe de chasseurs ayant un droit de chasse commun en vue de l'organisation de la chasse, de l'intensification et de la protection du gibier. Siège social: 3, rue Gallois, à Blois.

28 juillet 1950. Déclaration à la préfecture d'Orléans. **Fédération des familles de France, familles nombreuses et jeunes foyers.** But: coordonner les activités des associations familiales urbaines du département en faisant respecter les droits moraux et matériels des familles légitimes et en sauvegardant les idées et traditions morales qui en assurent le bonheur. Siège social: 5 *bis*, rue du Bœuf-Saint-Paterne, Orléans.

28 juillet 1950. Déclaration à la préfecture d'Orléans. **Amicale du Loiret des anciens déportés, internés et familles.** But: honorer et défendre la mémoire des déportés et internés résistants et politiques morts pour la France; entretenir et renforcer les liens d'amitié et de camaraderie unissant tous ses membres; défendre les droits et soutenir les revendications des survivants et des familles de disparus; développer les œuvres sociales et d'entr'aide au profit de ses membres. Siège social: 3, rue Sainte-Anne, Orléans.

---

Rectificatif au *Journal officiel* du 19 mai 1950: page 5543, 2e colonne, 12e insertion, au lieu de: « Association départementale des auberges de la jeunesse de Seine-Inférieure », lire: « **Centre laïque des auberges de la jeunesse et du plein air** ».

Paris. — Imprimerie des *Journaux officiels*, 31, quai Voltaire.